Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 18 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°533 ■

PROJETS STRATÉGIQUES DE SONATRACH

Hachichi chez l'Italien Tecnimont

P 16

«AADL3»

«Le programme sera bientôt lancé»

Les travaux de la huitième édition du Salon arabe de l'habitat, ont débuté hier mardi, au Centre international des conférences (CIC) d'Alger. Dans une déclaration faite à la presse, le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé que « Le programme AADL III a été lancé au mois de juillet 2024 et nous avons recensé plus de 1,4 millions d'inscriptions. P 3

ALGER, UNE VISION RENOUVELÉE

Modernité, identité et rayonnement méditerranéen

Alger se prépare à entrer dans une nouvelle ère grâce à une vision stratégique ambitieuse, présentée par les autorités locales. Ce projet, qui s'étendra jusqu'en 2030, marque un tournant décisif dans l'histoire de la capitale.

P 3

ALGÉRIE-NORVÈGE

Un partenariat énergétique et technologique en plein essor

Les relations entre l'Algérie et la Norvège connaissent un nouvel élan, soutenues par des échanges stratégiques et diversifiés.

P 5

PROJET BOOSTING DU GISEMENT DE HASSI R'MEL

Réunion technique entre Sonatrach et Baker Hughes

Le président directeur général (PDG) du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, s'est réuni, lundi à Florence (Italie), avec son homologue de la société Baker Hughes, Lorenzo Simonelli

P 4

ÉLIMINATION DES BRANCHEMENTS ILLICITES AU RÉSEAU D'EAU À EL-TARF

Récupération de près de 60.000 m³

P 2

PARTENARIAT

Renforcement des liens entre Sonelgaz et General Electric Vernova

P 16

AQUACULTURE

Relance de la production d'aliments pour poissons en 2025

P 4

TAUX DE CHANGE PARALLÈLE

L'Euro en légère baisse

Les cotations commerciales de la Banque d'Algérie pour le 17 décembre 2024, indiquent que l'euro vaut 140,42 dinars algériens à l'achat et un taux de vente de 140,45 dinars algériens.
Au Square Port Saïd d'Alger, la monnaie européenne est en relative baisse, et les cambistes proposent une unité de l'Euro à 252 dinars algériens à l'achat et à 254 dinars à la vente.
Le taux de change du dollar américain, lui, se situe à 133,76 dinars algériens à l'achat et un taux de vente de 133,77 dinars algériens.
Au marché parallèle, le dollar américain, s'établit à un taux de 242 dinars algériens à l'achat et 244 dinars à la vente, affichant une relative stabilité.
Quant à la Livre sterling, elle s'échange respectivement contre 169.90 et 160.98 dinars. Au Square, la monnaie britannique affiche avec un taux d'achat 302 dinars à l'achat et un taux de vente à 304 dinars algériens.

CNAS D'ALGER

Clôture de la campagne nationale de sensibilisation sur la toxicomanie

La campagne nationale de sensibilisation sur la toxicomanie, lancée le 3 mars dernier par la Caisse nationale des Assurances sociales (CNAS), agence d'Alger, a été clôturée par l'organisation d'une journée d'information dédiée à son personnel, indique mardi un communiqué de l'agence.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des "efforts continus déployés par la CNAS visant à prévenir et à combattre ce fléau, notamment dans les milieux professionnels", note le communiqué, ajoutant que cette journée d'information a été animée par des experts et médecins qui se sont attardé sur les dangers de la toxicomanie.
A cet effet, ils ont souligné "l'impact destructeur" de la toxicomanie sur la santé physique et mentale ainsi que ses conséquences sur le milieu professionnel, ajoutant que ce fléau représente un "danger majeur" pour la santé des individus, mais également un "facteur de perturbation" dans les environnements de travail.
La même source rappelle que la toxicomanie "entraîne une baisse significative de la productivité, une augmentation des accidents professionnels et affecte considérablement le bien-être des employés", soulignant que la "sensibilisation des travailleurs sur ces risques est primordial pour préserver un climat professionnel sain et sécurisé".
En outre, les experts ont insisté sur la nécessité d'une "vigilance accrue" au sein des entreprises et des administrations, ajoute le communiqué, notant que les interventions thématiques et les échanges de ces experts "ont permis au personnel de mieux comprendre les mécanismes de dépendance, les moyens de prévention ainsi que les solutions disponibles pour accompagner les personnes en difficulté".

ENERGIE

La faible consommation interne de la Chine pèse sur le pétrole

Les cours du pétrole faiblissent mardi à cause d'une relance poussive de l'économie chinoise, encore illustrée lundi par des données sur le ralentissement des ventes de détail dans le pays, qui continuent d'inquiéter les investisseurs.
"Les résultats médiocres des données chinoises et la mauvaise performance des PMI (indice permettant de connaître l'état économique d'un secteur, NDLR) manufacturiers mondiaux maintiennent le doute sur la demande", affirme John Evans, analyste chez PVM.
Les ventes de détail ont progressé de seulement 3% sur un an en novembre en Chine, premier importateur mondial de pétrole, a annoncé lundi le Bureau national des statistiques (BNS), un ralentissement significatif par rapport aux 4,8% enregistrés en octobre.
Le début de semaine efface en partie les gains de la semaine passée, qui avait vu l'or noir remonter à l'annonce de sanctions nouvelles ou à venir sur les exportations de brut de la Russie et de l'Iran.
L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier ajoute aux pressions à la baisse sur les cours du pétrole, le républicain ayant promis de faire baisser les prix du pétrole "de manière substantielle".
Le président élu est un fervent défenseur des énergies fossiles et le marché s'attend à des conditions favorables pour les producteurs américains, permettant une offre encore plus abondante de la part des États-Unis, déjà premier producteur mondial d'or noir.

EL-TARF

L'élimination des branchements illicites au réseau d'eau a permis la récupération de près de 60.000 m3

Les équipes techniques de l'unité d'El-Tarf de l'Algérienne des eaux (ADE) ont récupéré près de 60.000 m3 d'eau depuis le début de l'année 2024 à la suite de l'élimination des branchements illicites, a indiqué mardi le directeur de l'unité, Abderaouf Khoualdia.
"Dans le cadre de la lutte contre les branchements illicites qui affectent la distribution de l'eau, 569 branchements illicites ont été inventoriés, parmi lesquels 253 ont été éliminés à l'amiable, 82 autres par voie de justice, le reste (234 cas) étant en cours d'étude", a précisé le même responsable.
Indiquant que l'unité d'El-Tarf de l'ADE a lancé récemment une vaste campagne d'élimination des branchements illicites, M. Khoualdia a souligné que les raccordements illégaux provoquent, non seulement, une baisse substantielle du volume d'eau distribué, mais causent également des dégradations sur le réseau.
Concernant la chloration de l'eau (opération destinée à éliminer les impuretés), le même responsable a fait part de la réalisation de 27.000 opérations d'analyse, depuis le début de l'année, en plus du nettoyage des réservoirs

TIARET

Sept morts et cinq blessés dans deux accidents de la circulation

Sept (07) personnes ont trouvé la mort et cinq (05) autres ont été blessées dans deux accidents de la circulation survenus lundi soir dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection Civile.
Le premier accident est survenu suite à une collision entre un véhicule et un motocycle au niveau du CW 14 près de la commune de Hamadia dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala, causant le décès de deux personnes.
Les équipes du centre avancé de la daïra de Hamadia sont intervenues pour transférer les corps des victimes à la morgue de l'hôpital local.
Le deuxième accident est survenu dans la zone de Maaizia sur la RN 14 au niveau du tronçon reliant les villes de Frenda et Aïn El Hadid suite à une collision entre deux véhicules, faisant cinq (05) morts et cinq (05) blessés à différents degrés de gravité.
Les éléments de l'unité secondaire de la daïra de Frenda sont intervenus pour apporter les premiers secours aux blessés avant de les transférer au service des urgences de l'hôpital Ibn Sina de Frenda. Les corps des victimes ont été transférés à la morgue de cet établissement hospitalier.
Les services de sécurité compétents ont ouvert deux enquêtes pour déterminer les circonstances des deux accidents.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

«AADL3 »

«Le programme sera bientôt lancé»

Les travaux de la huitième édition du Salon arabe de l'habitat, ont débuté hier mardi, au Centre international des conférences (CIC) d'Alger. Dans une déclaration faite à la presse, le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé que « Le programme AADL III a été lancé au mois de juillet 2024 et nous avons recensé plus de 1,4 millions d'inscriptions.

Synthèse Hadi Réda

L'ouverture des travaux a été présidée par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, en présence de ministres, du secrétaire général adjoint, président du secteur économique à la Ligue arabe, Ali Ben Brahim El-Maliki, des ministres arabes de l'Habitat, du ministre chinois de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Ni Hong, en plus de diplomates, de représentants d'entreprises et institutions relevant du secteur, et d'experts et chercheurs

Dans cette optique, Belaribi affirme que l'AADL lancera dans les prochains jours les projets pour la réalisation de logements dans le cadre de ce programme très convoité par les algériens », a en effet fait savoir le ministre notant dans le même contexte, que l'AADL s'apprête à réaliser plus d'un million de logement, ce qui fera de cette agence, « le plus grand promoteur immobilier du bassin méditerranéen ».

«L'AADL a acquis une grande expérience après la réalisation des programmes AADL I et II en plus d'autres formules de logements » a soutenu Tarek Belaribi.

Relevant l'importance de ce programme pour l'économie nationale, le ministre de l'Habitat, a affirmé « que l'ensemble des matériaux de construction qui seront utilisés dans les chantiers du programme AADL III sont produits en Algérie et le président de la République Abdelmadjid Tebboune a ordonné, au cours de cette année 2024, de ne plus

faire recours aux matériaux de construction importés depuis l'étranger » a-t-il dit.

Et de préciser que durant le présent quinquennat, 2 millions de logements seront construits

Il a soutenu que l'Algérie a démontré sa capacité à construire un nombre important de logements en des délais courts et en utilisant des matériaux locaux. En conséquence, il a été possible de concrétiser rapidement, dans 37 wilayas, les projets de 45 pôles urbains intégrés, couvrant une superficie globale estimée à 33 000 hectares.

Par ailleurs, le ministre a aussi précisé que la capacité de production annuelle a atteint 40 millions de tonnes de ciment, 6 millions de tonnes d'acier, 40 millions de tonnes de granulats, plus de 210 millions de m² de céramique et 4,6 millions de m² de marbre et granit. « Cette avancée a eu un impact positif sur le produit intérieur brut (PIB), avec une contribution du secteur à hauteur de 12,9 % » a-t-il indiqué.

Tenu en marge de la 41eme session du Conseil des ministres arabes de l'Habitat et de l'Urbanisme, ce congrès, organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, en coordination avec la Ligue arabe, vise à examiner le rôle des gouvernements et des secteurs concernés dans l'amélioration des politiques de l'habitat, d'urbanisme ainsi que leurs perspectives.

Il se penchera également sur les évolutions technologiques dans la construction et le développement urbain durable, tout en évaluant la mise en œuvre de l'agenda urbain lié aux objectifs de développement durable (ODD), notamment l'objectif 11, à travers une planification intégrée des villes, des villages et des constructions.

Le ministre de l'Habitat, du Logement et de la Ville, Tarek Belaribi, a livré le bilan des réalisations de l'Algérie dans le secteur de l'Habitat durant le premier mandat du président Tebboune (2020-2024).

Il a soutenu que le pays a marqué des « progrès majeurs avec la distribution de 1,7 million de logements dans divers quartiers urbains, accompagnés de 1 924 équipements publics, pour un investissement de 35 milliards de dollars. Cela a permis de réduire le taux d'occupation des logements, passant de 4,45 en 2019 à 4,18 en 2024 ».

Il a souligné que le processus de construction de logements a intégré de grands projets d'infrastructures de base. Il a cité la réalisation de cinq stations de dessalement d'eau de mer dans le cadre du plan de développement 2022-2024, portant le nombre total à 19 stations, produisant 65% des besoins en eau potable à horizon 2025. L'objectif étant de garantir l'approvisionnement des résidents en eau potable dans un contexte de stress hydrique.

Il a évoqué aussi la réalisation de centres hospitalo-universitaires, et quatre stades aux standards internationaux, d'une capacité de 40 000 à 50 000 places (Baraki, Douera, Oran et Tizi-Ouzou).

Le ministre a parlé en outre, du désenclavement des nouveaux pôles urbains par l'extension du réseau ferroviaire avec 9 900 km de lignes, dont une reliant Ghardaïa à Béchar sur 950 km.

ALGER, UNE VISION RENOUVELÉE

Modernité, identité et rayonnement méditerranéen

Par Mourad A.

Alger se prépare à entrer dans une nouvelle ère grâce à une vision stratégique ambitieuse, présentée par les autorités locales. Ce projet, qui s'étendra jusqu'en 2030, marque un tournant décisif dans l'histoire de la capitale. Il incarne une volonté claire : hisser Alger au rang des grandes métropoles mondiales tout en préservant son identité culturelle et historique. Sous l'impulsion du Président de la République et des autorités de la Wilaya, cette initiative s'inscrit dans une dynamique globale alliant modernisation urbaine, amélioration du cadre de vie et rayonnement méditerranéen, comme l'ont souligné Nadia Boutouil, cadre à la wilaya d'Alger, et Lakhdar Ghuers, Conseiller du wali d'Alger, lors de leurs interventions sur les chaînes de radio nationales.

L'un des axes principaux de cette transformation est la réhabilitation de la Casbah, joyau architectural classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce quartier historique, qui abrite des palais et mosquées emblématiques, a déjà fait l'objet de rénovations importantes. Une nouvelle stratégie sera mise en place pour restaurer ses bâtisses privées. Un cadre juridique facilitera l'acquisition et la réhabilitation de ce patrimoine unique, avec pour objectif de préserver son cachet tout en améliorant les conditions de vie des habitants. Nadia Boutouil a ainsi souligné : « La Casbah est l'âme d'Alger. Sa restauration permettra d'allier l'histoire à une dynamique moderne et fonctionnelle. »

Cette transformation s'étend également à d'autres sites emblématiques, comme Riadh El-Feth, qui deviendra un pôle touristique majeur. La gestion directe de ce site par la Wilaya permettra de le relier au parc de Sablettes via des ascenseurs modernes, offrant ainsi un parcours historique unique aux visiteurs. Ce projet mettra en valeur des sites culturels tels que la maison d'Abd El Latif, la grotte de Cervantes et la Bibliothèque de la Casbah.

La valorisation de la façade maritime d'Alger est un autre pilier central de cette ambition. Les travaux en cours, tels que la promenade de Sablettes et l'aménagement des espaces de Bab El Oued, témoignent de la volonté de reconnecter la capitale à la mer, élément clé de son identité. Les projets à venir, notamment à la plage de Kettani et sous la place des Martyrs, offriront aux Algérois des lieux de détente, des espaces culturels et des activités artisanales. Les nouvelles infrastructures côtières permettront de reconquérir des zones foncières gagnées sur la mer, notamment sur le littoral allantd'Oued El Harrach à Tamentfoust.

La modernisation d'une métropole implique également la fluidification des déplacements, un défi majeur pour Alger. Pour désengorger la capitale, les autorités prévoient de renforcer le réseau routier, d'optimiser la régulation des carrefours grâce aux nouvelles technologies et de développer les transports en commun. L'extension du métro d'Alger se poursuit, notamment en direction de Bab El Oued et de l'aéroport. Une réflexion est également en cours pour mettre en place un monorail, une alternative innovante, moins coûteuse et plus rapide à réaliser. « Ces initiatives redéfiniront la mobilité dans la capitale et amélioreront durablement le quotidien des citoyens », a expliqué Lakhdar Ghuers. Cette vision stratégique prend également en compte les enjeux environnementaux. Grâce à des projets de rénovation et à la création d'espaces verts, les autorités cherchent à rétablir un équilibre écologique nécessaire à une ville aussi dense qu'Alger. Le parc de la M'Sikka, déjà apprécié par les habitants, illustre cette volonté de proposer des lieux de vie sains et agréables, tout ens'inscrivant dans une dynamique durable et moderne.

Avec un investissement initial estimé à 10 milliards de dinars, cette ambition témoigne d'un engagement politique fort pour faire d'Alger une capitale moderne, attrayante et inclusive. À terme, cette métamorphose offrira un équilibre harmonieux entre tradition et innovation, préservation du patrimoine et développement des infrastructures modernes. Comme l'a rappelé Lakhdar Ghuers, «

Nous œuvrons pour qu'Alger retrouve son statut de perle méditerranéenne, où l'histoire et lamodernité se rencontrent pour offrir un cadre de vie exceptionnel. »

INDUSTRIE

Signature de conventions-cadre entre des groupes publics pour un partenariat stratégique et de nouveaux projets

Trois conventions-cadre ont été signées, lundi à Alger, entre des groupes publics en vue de concrétiser un partenariat stratégique et de lancer de nouveaux projets d'investissement, à travers l'optimisation des capacités de chaque groupe, indique un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique.
Ces conventions ont été signées entre la Holding MADAR de gestion et de développement des actifs et des ressources, la Holding algérienne des spécialités chimiques (ACS), la Société nationale de sidérurgie (SNS) et la Holding des industries mécaniques (AGM), par les PDG de ces dernières, en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb.
Ces conventions définissent le cadre général de coopération entre les parties signataires, à l'effet de renforcer et d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations liant ces groupes industriels à même de réaliser davantage de coordination et de cohésion, de développer les activités actuelles et de lancer de nouveaux projets d'investissement à travers l'optimisation des capacités et des opportunités de chaque groupe, note le communiqué.
En plus d'un financement direct par "Madar" des nouveaux projets d'investissement des groupes "ACS", "SNS", "AGM", ces accords permettent d'entrer en partenariat direct avec ces derniers, à travers l'acquisition
d'actions ou la création de joint-ventures pour la réalisation de ces projets.
Ces accords interviennent dans le cadre des orientations données par M. Ghrieb, lors des rencontres d'évaluation l'ayant réuni avec différents groupes industriels, au cours desquelles il avait souligné l'importance d'une coopération et synergie entre ces groupes et entre le secteur industriel et les autres secteurs, selon la même source.
A cet effet, le ministre s'est félicité de la signature de ces accords, "favorables au lancement et à la relance de projets concrets dans les domaines des industries chimiques, mécaniques et de sidérurgie", soulignant l'impératif de hâter leur concrétisation et mise en service, ajoute le communiqué.
Par ailleurs, M. Ghrieb a insisté sur la nécessité d'exploiter rapidement "le potentiel important" de ces groupes industriels, préconisant de lancer des partenariats stratégiques entre les différents groupes industriels pour une meilleure efficacité économique

PROJET BOOSTING DU GISEMENT DE HASSI R'MEL

Réunion technique entre Sonatrach et Baker Hughes

Le président directeur général (PDG) du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, s'est réuni, lundi à Florence (Italie), avec son homologue de la société Baker Hughes, Lorenzo Simonelli, afin de passer en revue les différents aspects techniques liés au projet Boosting du gisement de Hassi R'Mel, indique un communiqué du Groupe public.
Cette réunion, qui s'est tenue au siège de Baker Hughes, intervient suite au lancement officiel, le 1er décembre, de la deuxième phase des travaux de réalisation des installations inscrites dans le cadre de la phase 3 du projet Boosting du gisement de Hassi R'Mel (Boosting III), précise le communiqué.
M. Hachichi était accompagné, lors de cette rencontre, du Vice-président chargé de l'exploration et de la production, Farid Djettou, du directeur central d'engineering, Mahdi Sellami, du directeur de la division production, Ammar Nouacer, et du directeur régional de Hassi R'Mel, Youcef Loucif.
Les discussions ont porté sur l'avancement du calendrier établi auparavant pour ce projet vital visant à renforcer les capacités de production de gaz de Sonatrach, ajoute la même source.
A l'issue de la réunion, une visite de terrain a été organisée au niveau des ateliers de Baker Hughes et ses différentes unités, notamment le laboratoire de recherche et développement, où la délégation a pris connaissance des dernières technologies et innovations adoptées par ladite société.
La délégation de Sonatrach s'est également rendue à l'unité de fabrication située dans la ville de Massa, pour observer les processus de production des compresseurs à turbines fabriqués par la filiale de Baker Hughes, "Nuovo Pignone". Ces équipements constituent des éléments clés pour le fonctionnement des installations de Boosting du gisement de Hassi R'Mel.
Cette visite a permis aux deux parties de réaffirmer leur engagement à respecter le calendrier établi, tout en veillant à garantir les normes les plus élevées de qualité et de professionnalisme, selon la même source.
A noter que la deuxième phase du projet de réalisation des installations de Boosting du gisement de Hassi R'Mel "Boosting III" a été confiée au consortium regroupant Baker Hughes, Tecnimont SPA et Nuovo Pignone International SRL, en vertu du contrat EPC (Engineering, Procurement et Construction), signé avec Sonatrach, le 23 mai dernier.
La réalisation de ce projet vise à accompagner la déplétion naturelle du gisement de gaz de Hassi R'Mel en vue d'assurer le maintien de la production", de satisfaire les besoins du marché local et de respecter les engagements commerciaux de Sonatrach à l'international, conclut le communiqué.

AQUACULTURE

Relance de la production d'aliments pour poissons en 2025

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a présidé, lundi, une réunion de travail avec les opérateurs économiques activant dans le domaine de fabrication d'aliments pour poissons, au cours de laquelle il a été décidé de relancer la production à partir de 2025, indique un communiqué du ministère.
La réunion, qui s'est déroulée en présence de cadres du secteur aux niveaux central et local, a été consacrée à l'examen et à la définition des moyens disponibles dans ce domaine et des besoins nationaux en aliments pour développer l'aquaculture, dans le cadre de l'élaboration de la feuille de route sur le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture, ajoute le communiqué.
La rencontre a permis de passer en revue le potentiel du tissu économique spécialisé dans la fabrication d'aliments pour poissons et sa capacité productive et d'examiner les mesures et mécanismes susceptibles de relancer la production nationale dans ce domaine, en vue de couvrir les besoins de l'activité aquacole marine et continentale.
A cet effet, le ministre a indiqué que la filière aquacole comptait parmi les priorités du secteur, vu sa contribution à la sécurité alimentaire, précisant qu'il sera procédé à partir de 2025 à la relance de la production nationale d'aliments pour poissons dans le but de couvrir la demande croissante et de réduire l'importation, précise la même source.
La séance a été marquée par les interventions des opérateurs économiques pour exprimer leurs préoccupations, notamment celles liées à la remise en marche des usines d'aliments pour poissons actuellement à l'arrêt et l'accompagnement des opérateurs économiques désirant obtenir des assiettes foncières pour réaliser leurs projets dans ce domaine.
Après avoir souligné la nécessité de relancer les projets aquacoles de manière "intensive", une série de décisions ont été prises pour lever les obstacles, outre la décision de l'Office national des aliments du bétail (ONAB) d'investir le créneau d'aliments pour poissons, selon la même source.

CONSTANTINE

Réception avant fin 2024 de projets d'entretien de routes à Ain Abid

Des travaux portant entretien de deux (2) tronçons routiers du chemin de wilaya (CW) 133, dans la daïra d'Ain Abid, dans la wilaya de Constantine, seront réceptionnés " avant la fin de l'année en cours (2024) ", a-t-on appris mardi auprès du responsable de la subdivision des travaux publics de cette daïra, Brahim Lakroum.
Il s'agit du tronçon routier reliant la commune d'Ain Abid et celle de Temlouka (wilaya de Guelma) sur une distance de 6 km en plus de celui entre les agglomérations d'El Meridj (Khroub)et la commune de Ben Badis (3,300 km), a-t-il indiqué, notant que ces projets dont les taux d'avancement des travaux ont atteint 98 %, ont mobilisé une enveloppe financière de 139 millions DA, puisée du programme décentralisé de l'exercice 2024.
Ayant pour objectif l'amélioration de la fluidité du trafic routier et les conditions de déplacement de la population, deux autres opérations similaires consistant en la rénovation des chemins communaux(CC) reliant les villages de Maâmera et de Debaba sur une distance de 3 km et celui entre les mechtas de Kehalcha Kebar et de Mehada (2 km), ont été réceptionnées la fin du mois d'octobre dernier, a rappelé même cadre.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,18	-0,62	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	2350,00	0,00	1,25	2,14	7,05	7,66	1058	2 486 300,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-1,05	-1,94	11,78	5,58	2751	6 162 240,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,46	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,38	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Décembre 2024

Produits سلعة		Prix du détail[1] DA / Kg أسعار التجزئة[1] دج / كلغ معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	68	83	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	70	80	60	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف	
	Ail sec	466	539	392	الثوم الجاف	
	Carotte	69	78	60	الجزر	
	Navet	78	88	69	لفت	
	Choux fleur	71	81	62	قرنبيط	
	Choux	71	80	61	الكرنب	
	Courgette	159	175	143	الكوسة	
	Haricot vert	172	191	154	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	88	100	76	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	120	140	100	الليمون	
	Pomme locale	373	477	270	التفاح المحلي	
	Datte	496	629	363	التمر	
	Grenade	163	189	136	الرمان	
	Banane	466	479	453	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1766	1898	1634	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	394	406	382	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)	

ALGÉRIE-NORVÈGE

Un partenariat énergétique et technologique en plein essor

Les relations entre l'Algérie et la Norvège connaissent un nouvel élan, soutenues par des échanges stratégiques et diversifiés. Ces deux pays, riches en complémentarités, ont tout à gagner en exploitant pleinement leurs atouts respectifs. Therese Loken Gheziel, ambassadrice de Norvège en Algérie, a mis en lumière les axes principaux de cette coopération, plaçant l'énergie, l'industrie maritime et l'agriculture au cœur des priorités. Elle a également souligné l'importance d'un dialogue continu pour renforcer et approfondir ces partenariats.

Par Mourad A.

Depuis plus de vingt ans, la Norvège, à travers la compagnie énergétique Equinor (anciennement Statoil), collabore avec Sonatrach dans le domaine du gaz naturel, notamment sur deux sites de production dans le sud algérien. « Nous sommes très satisfaits de cette coopération, qui témoigne de la solidité de notre partenariat énergétique. Equinor est un acteur majeur et fiable pour accompagner le développement énergétique de l'Algérie », a affirmé Mme Loken Gheziel lors d'une interview accordée à une chaîne de télévision privée. Si les hydrocarbures demeurent un pilier central de cette
collaboration, l'ambassadrice a mis en avant l'ambition de la Norvège dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier l'éolien offshore, une technologie dans laquelle la Norvège excelle. « Notre expertise dans l'éolien offshore pourrait offrir de nouvelles perspectives pour l'Algérie, qui dispose d'un potentiel considérable dans le domaine des énergies vertes », a-t-elle ajouté. De plus, la Norvège apporte son expérience de 30 ans dans le captage et le stockage du CO2, une technologie essentielle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. « Nous avons prouvé qu'il est possible de réinjecter le CO2 dans les anciens puits sans risque de fuite. Chaque tonne de CO2 évitée fait une différence dans la lutte contre le changement climatique », a-t-elle insisté, citant l'importance des engagements internationaux, tels que l'Accord de Paris.
Le secteur maritime constitue également un domaine clé de coopération. Grâce à des entreprises telles que Wilhelmsen, leader mondial des services

maritimes, la Norvège soutient l'Algérie dans la gestion et l'entretien de ses infrastructures portuaires. « Nous travaillons activement pour offrir des services aux navires accostant dans les ports algériens, qu'il s'agisse de soutien logistique, de maintenance ou d'assistance aux équipages », a précisé Mme Loken Gheziel. Par ailleurs, les chantiers navals norvégiens collaborent avec les autorités algériennes pour la production de patrouilleurs rapides, renforçant ainsi la sécurité des côtes algériennes. L'ambassadrice a également salué la réussite de l'usine Jotun, spécialisée dans les peintures de protection, implantée en Algérie. «Jotun est un parfait exemple de la qualité norvégienne. Certes, nos produits peuvent être perçus comme coûteux, mais ils offrent une durabilité incomparable, ce qui permet des économies substantielles à long terme », a-t-elle expliqué.
Face aux défis alimentaires mondiaux, la Norvège considère l'Algérie comme un partenaire stratégique pour le développement de l'agriculture et de l'aquaculture. « L'Algérie possède des ressources agricoles importantes et une population jeune et dynamique. En partageant nos technologies et équipements, nous pourrions aider les producteurs algériens à accroître leurs rendements et à conquérir de nouveaux marchés à l'export », a souligné l'ambassadrice. Elle a notamment mis en avant les avancées norvégiennes en aquaculture, un secteur clé pour assurer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Des échanges équilibrés et des opportunités à saisir

Sur le plan commercial, les échanges entre les deux pays atteignent environ 100 millions d'euros par an et présentent un équilibre remarquable. Depuis 2022, l'Algérie exporte légèrement plus vers la Norvège qu'elle n'importe. « C'est un signe positif pour nos relations économiques. Les exportations algériennes, principalement des produits chimiques non organiques, soutiennent la production industrielle en Norvège », a précisé l'ambassadrice. Toutefois, elle estime qu'il existe encore de nombreuses opportunités à explorer dans d'autres secteurs : « L'équipement norvégien, notamment dans les domaines industriels et agricoles, pourrait jouer un rôle clé dans le développement économique algérien. »
Interrogée sur les défis, Mme Loken Gheziel a insisté sur la nécessité d'un dialogue approfondi pour surmonter certains obstacles : « Chaque marché a ses spécificités. Les entreprises norvégiennes doivent s'adapter aux réalités algériennes, tout comme les partenaires algériens doivent comprendre les attentes des investisseurs étrangers. C'est un travail de compréhension mutuelle et deconstruction de confiance. » Elle a également évoqué les efforts en cours pour moderniser le climat des affaires en Algérie : « La nouvelle loi sur l'investissement est un pas dans la bonne direction. Avec une meilleure digitalisation et des procédures simplifiées, je suis convaincue que l'Algérie pourra attirer davantage d'investissements étrangers. »
En conclusion, Mme Loken Gheziel a réaffirmé l'engagement de la Norvège à soutenir un développement durable en Algérie : « Nous ne cherchons pas uniquement des opportunités commerciales, mais des partenariats durables qui profitent aux deux parties. Ensemble, nous pouvons relever les défis climatiques, énergétiques et économiques pour construire un avenir prospère. »
Grâce à une coopération diversifiée et des ambitions partagées, l'Algérie et la Norvège tracent les contours d'un partenariat économique solide, ancré dans l'innovation et la durabilité.

LE PROJET DU GAZODUC NIGÉRIA-ALGÉRIE

Un espoir pour sauver le secteur gazier du Nigéria

Par M. A.

Le secteur gazier du Nigéria, bien que riche en ressources avec des réserves estimées à plus de 209trillions de pieds cubes, fait face à des défis majeurs. Malgré cette abondance, des millions de Nigérians souffrent de pénuries d'énergie et d'un accès limité à l'électricité. Dans ce contexte, le projet du gazoduc reliant le Nigéria à l'Algérie via le désert saharien, long de plus de 4 000kilomètres, pourrait constituer une bouée de sauvetage stratégique pour le secteur gazier nigérian, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Ce projet ambitieux, capable de transporter jusqu'à 30 milliards de mètres cubes de gaz par an, pourrait redonner un nouvel élan à l'industrie gazière du Nigéria. En reliant les vastes réserves gazières nigérianes aux marchés européens via la Méditerranée, ce gazoduc permettrait au Nigéria de diversifier ses routes d'exportation, réduisant ainsi sa dépendance vis-à-vis des exportations maritimes, souvent sujettes à des risques géopolitiques et logistiques.
Le Nigéria, en tant que l'un des plus grands producteurs de gaz en Afrique, a un potentiel inexploité pour jouer un rôle clé sur le marché mondial de l'énergie. Le gazoduc Nigéria-Algérie serait une réponse directe aux défis économiques auxquels le pays est confronté, en ouvrant une nouvelle route d'exportation de gaz vers l'Europe, où la demande est en constante augmentation. Cela permettrait au Nigéria de sécuriser des revenus d'exportation stables et de relancer un secteur gazier en souffrance, tout en stimulant son développement économique.
Par ailleurs, ce projet pourrait également avoir des effets positifs sur le secteur énergétique intérieur du Nigéria. En facilitant la distribution du gaz dans le pays, il contribuerait à combler le fossé énergétique local, en fournissant du gaz pour la production d'électricité et en soutenant des initiatives d'accès à des solutions de cuisson plus écologiques. Cela serait un pas important vers la résolution du paradoxe énergétique du Nigéria : un pays riche en ressources énergétiques, mais avec une grande partie de sa population vivant dans l'obscurité. Le gazoduc Nigéria-Algérie incarne une opportunité décisive pour surmonter les défis structurels du secteur gazier nigérian. En renforçant les partenariats régionaux et en assurant des débouchés pour son gaz sur les marchés mondiaux, ce projet pourrait non seulement sauver mais aussi revitaliser l'industrie gazière du Nigéria, tout en offrant une solution durable pour son développement économique et énergétique.

DJELFA

Bientôt de nouveaux équipements pour l'annexe de la Faculté de médecine

De nouveaux équipements seront prochainement affectés à l'annexe de la Faculté de médecine de l'Université Ziane-Achour de Djelfa, a-t-on appris lundi, auprès du rectorat de cette université.
Cette annexe, accueillant actuellement 494 étudiants, et relevant de la Faculté de médecine de l'Université d'Alger1, a bénéficié d'une opération d'équipement qualitative, actuellement en phase de procédures administratives, a indiqué à l'APS, le recteur de l'université, Ailem El-Hadj.
Il s'agira d'une table d'anatomie et du matériel pédagogique et de laboratoire, a-t-il ajouté.
A noter l'affectation précédemment, au profit de cette annexe universitaire, d'un bâtiment spécial renfermant un amphithéâtre équipé, destiné à renforcer la qualité de la formation dispensée aux étudiants.
De nombreux projets ont été, par ailleurs, destinés à l'université Ziane Achour, dans le cadre du programme complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya de Djelfa, dont de nouvelles structures pour l'annexe de médecine, et une étude pour la réalisation d'une faculté de médecine.
L'annexe de la faculté de médecine de l'université Ziane Achour a été ouverte durant l'année universitaire 2023/2024, avec un effectif de 188 étudiants, rappelle-t-on. "Cette annexe, relevant de la Faculté de médecine de l'Université d'Alger 1, est un véritable acquis pour les habitants de Djelfa et des wilayas avoisinantes", a estimé le recteur de l'université.

BOUIRA

Les oliveraies retrouvent la bonne ambiance de la cueillette

Les oliveraies de Bouira ont retrouvé ces derniers jours la bonne ambiance de la cueillette avec grand espoir chez les cueilleurs d'obtenir une riche récolte.

La campagne de la cueillette des olives à travers laquelle les services agricoles et les oléiculteurs tablent pour une hausse de la production de l'huile d'olive, a été lancée depuis une semaine.
Beaucoup de paysans, dont des familles entières, ont saisi l'occasion du beau temps ces derniers jours pour sortir dans les champs et récolter leurs olives avant le retour des pluies.
"Nous avons débuté la cueillette de nos olives il ya seulement quatre jours, cette année, nous nous attendons à une bonne récolte oléicole par rapport aux années précédentes", a révélé Belkacem, un oléiculteur du village Aguouillal (El Adjiba).
Cet oléiculteur qui possède deux vastes oliveraies, ainsi que d'autres agriculteurs du village, se sont montrés optimistes quant au rendement de cette année, tout en regrettant les effets de la sécheresse qui "a beaucoup impacté la récolte durant ces dernières années", ont-ils dit.
Dans les champs et vergers à travers plusieurs villages comme Aguouillal, Tiniri (El Adjiba), Assif Assemadh (M'Chedallah), Bechloul, El Asnam, les familles ne ménagent aucun effort pour cueillir leur produit.
Munis de tous les outils indispensables, dont les échelles, bâches, scies, ciseaux et peignes, les cueilleurs les plus aguerris approchent les olives avec attention pour n'endommager ni les branches ni les fruits.
La méthode de cueillette dépend du type d'olives et de la variété d'oliviers. Certains préfèrent user des peignes spéciaux pour détacher les olives, tandis que d'autres cueillent à la main.
Les filets rouges, verts et jaunes placés sous les arbres, sont visibles de loin, redonnent aux champs les couleurs de la saison oléicole qui se déroule chaque année dans une ambiance de solidarité et de convivialité.
Pour beaucoup de paysans de la wilaya, la cueillette des olives est une tradition ancestrale et un mode de vie social qui nécessite l'implication de tous les membres de la famille.
"Dans ma famille, nous tenons chaque année à cueillir nos olives nous-mêmes, et la campagne oléicole est une source de joie et de bonheur pour toutes les familles concernées", a confié Youcef, un paysan de 78 ans.
Pour réussir cette campagne, les services agricoles ont mobilisé tous les moyens à travers les différentes régions de la wilaya.Au total 235 huileries, dont 85 semi-automatiques, et 43 traditionnelles, ont ouvert leurs portes pour recevoir les récoltes d'olive à travers tout le territoire de la wilaya, selon la direction des services agricoles (DSA).
La wilaya de Bouira compte plus de trois millions d'oliviers productifs répartis sur une superficie globale de 28.000 hectares. La wilaya a bénéficié par ailleurs du programme d'appui au secteur agricole (PASA) pour la formation de conseillers oléicoles.
A ce propos, la DSA a précisé avoir déjà formé six conseillers, qui à leur tour, formeront les agriculteurs sur les moyens et méthodes de développement de la filière oléicole et de production d'une huile d'olive de qualité.
Pour les prévisions de cette année, les services agricoles tablent sur une production qui pourrait atteindre 5,5 millions de litres, avec un rendement qui varie entre 15 à 20 litres par quintal, selon les chiffres communiqués à l'APS par le directeur du secteur, Bendjaballah Zine El Abidine.
Cette production prévisionnelle est en légère hausse par rapport à l'année précédente ayant connu une production de 5 millions de litres, selon les services agricoles de la wilaya, où la production d'huile d'olive, atteignait il y a une dizaine d'années, jusqu'à 11 millions de litres.

ORAN

25 marchés de proximité inexploités mis à la disposition des communes

Le wali d'Oran, Samir Chibani, a annoncé l'intention des services de la wilaya de mettre 25 marchés de proximité inexploités à la disposition des communes pour leur exploitation.
Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite d'inspection des communes relevant de la tutelle administrative de la daïra d'Aïn El-Turck, le wali a souligné qu' »un nombre important de marchés de proximité construits dans les communes de la wilaya n'est pas exploité ». Il a été décidé, conformément aux directives des hautes autorités du pays, de les mettre à la disposition des communes, afin qu'elles puissent les louer aux enchères publiques à ceux qui souhaitent les exploiter, permettant ainsi de générer des revenus significatifs pour les municipalités, a-t-il souligné.
M. Chibani a précisé que cette opération, qui sera mise en œuvre « prochainement », s'inscrit dans la politique de l'Etat visant à valoriser les infrastructures publiques inexploitées, à optimiser leur usage et à augmenter les revenus des collectivités locales. Cette démarche concernera également les locaux professionnels non utilisés, qui sont estimés, selon un recensement préliminaire, à des centaines dans la wilaya d'Oran, dont plusieurs dizaines situés sur trois sites à Aïn El Turck. Le wali a inspecté à Aïn El Türck un projet de réalisation d'un bureau de poste avec logement de fonction. Un budget de 46 millions de dinars a été alloué pour achever les travaux, au début de l'année 2025, portant ainsi le nombre de structures similaires dans la wilaya d'Oran à 135, selon le directeur de l'unité d'Algérie Poste de la wilaya.
Lors de sa visite à la commune de Mers El Kebir, M. Chibani a exhorté les responsables de cette collectivité locale à étudier en profondeur les priorités du développement local et de consulter la société civile avant de soumettre leurs demandes aux services de la wilaya, de manière à prendre en charge les préoccupations des citoyens, selon leur degré d'urgence. Dans la commune de Bousfer, le premier responsable de l'Exécutif d'Oran a inspecté un projet de réhabilitation du stade communal et du marché de proximité inexploité, qui a fait l'objet d'une décision d'affectation à la commune. Il a également visité un projet de complexe sportif de proximité, qui devra être réceptionné au début de l'année 2025. A El Ançor, le wali a pris connaissance d'un projet de réalisation d'un centre de repos et de loisirs dans la zone des Andalouses.

« Achetez américain ! », supplie la présidente de la BCE

Dans une nouvelle chronique, le groupe Mars s'indigne des propos de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde, qui appelle les pays européens à acheter des équipements militaires américains pour empêcher une guerre commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis dirigés par Donald Trump.

Par le groupe de réflexions Mars

Il est rassurant de se savoir dirigé par des femmes et des hommes de génie. Mme Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, en fait incontestablement partie. Son dernier coup de génie en date est d'avoir appelé, dans le quotidien économique britannique de référence Financial Times (FT), les États membres de l'Union européenne, dont elle est mandataire, à « acheter américain pour éviter la guerre commerciale de Trump » (1). Le constat initial est imparable : l'Union européenne (UE) réalisant plus de 12 milliards d'euros par mois (150 milliards d'euros par an) d'excédents commerciaux aux États-Unis, une guerre commerciale serait désastreuse. La conclusion est logique : offrir une contrepartie à ces excédents en ouvrant le marché européen de la défense aux fournisseurs américains.

Dans son dernier rapport annuel « CARD review » rendu public le 19 novembre (2), l'agence européenne de défense (AED) évalue à plus de 100 milliards d'euros le montant dépensé en 2023 par les États membres de l'Union européenne au titre de l'investissement de défense. Mme Lagarde estime donc que si cette somme était dépensée auprès d'industriels américains, la guerre commerciale serait évitée. Génial ! Sauf que c'est déjà largement le cas.

Europe : près de 100 milliards par an captés par les Américains

En fonction du périmètre de dépenses pris en considération (incluant ou non le Royaume-Uni par exemple, ou les dépenses auprès de ses propres fournisseurs nationaux), la valeur des investissements militaires européens captés chaque année par des industriels américains est estimé entre la moitié (3) et les deux tiers (4) du montant total, soit près de 70 milliards d'euros en 2023.

À cela s'ajoutent les dépenses de maintien en condition opérationnelle (MCO) de ces équipements très sensibles, soit entre 20 et 25 milliards d'euros par an. Dépense en forte augmentation puisqu'avec la guerre en Ukraine, les fournisseurs américains ont remporté en Europe de nombreux marchés contre des industriels européens. Les équipements les plus emblématiques sont le bombardier F35 de Lockheed Martin et le système de défense aérienne Patriot de RTX (Raytheon). La plupart de ces systèmes ne sont pas encore livrés, mais les clients européens sont d'ores et déjà engagés pour des dizaines d'années auprès de ces fournisseurs américains.

Ces systèmes n'étant ainsi pas encore livrés dans les forces, cela signifie que la commande de ce matériel américain ne protège en rien l'Europe pour le moment. Pour autant, il faut déjà les payer, alors même que les besoins augmentent avec l'allongement de la frontière commune avec la Russie du fait de l'intégration de la Finlande. Et ce sera encore pire quand l'Ukraine sera placée sous la protection de l'OTAN. C'est ainsi que la plupart des financements du fonds exceptionnel de 100 milliards d'euros décidés par le chancelier Scholtz sont partis aux États-Unis.

100 milliards d'euros, c'est aussi, à peu de choses près, le montant annuel des achats européens de « produits de défense » de toutes sortes (MCO compris) auprès de l'industrie américaine. Soit Mme Lagarde ignore cette réalité, soit elle souhaite aller plus loin. Que ce soit intentionnel ou par méconnaissance, sa déclaration est doublement inquiétante eu égard à ses fonctions. Car on n'improvise pas une déclaration au FT. Et Madame Lagarde le sait.

Dumping organisé

D'un côté, l'achat d'armement aux États-Unis est un processus inflationniste. Les clients européens de l'industrie de défense américaine ne pèsent en effet d'aucun poids sur la formation des prix, lesquels sont fixés non par les fournisseurs eux-mêmes, mais par l'administration américaine. L'exportation d'armement américain n'a rien à voir avec un marché sur lequel s'exerce une concurrence « pure et parfaite » avec une libre formation des prix par simple confrontation de l'offre et de la demande. C'est au contraire une économie administrée dans le cadre d'un processus dit FMS (foreign military sales) dans lequel interviennent différents acteurs étatiques fédéraux, dont le Secrétariat d'État, le département du commerce, le Congrès, le Pentagone et, bien-sûr, les services de renseignement.

Chacune de ces entités a pour mission de s'assurer que le matériel exporté ne sera pas utilisé contre les intérêts militaires, stratégiques, diplomatiques, commerciaux et industriels des États-Unis. En termes financiers, le système FMS fonctionne comme une caisse autonome pour laquelle les excédents réalisés sur les clients solvables équilibrent les ventes à perte auprès des clients moins solvables. Autrement dit, c'est du dumping organisé, contraire à tous les principes de « fair trade » de l'OMC.

Les clients export sont servis après les clients prioritaires que sont les « services » placés sous l'autorité du Pentagone, ainsi que les armées alliées fournies hors processus FMS (par exemple Israël). Par conséquent, le prix ne se négocie pas : c'est à prendre ou à laisser, et en fait à prendre. La seule marge de négociation porte sur les quantités à livrer et le rythme des livraisons. C'est pourquoi les marchés du Pentagone portent le plus souvent sur des quantités supérieures aux besoins exprimés par les « services » de manière à fournir le « rab » aux clients FMS.

La loi d'Augustine

Chacun connaît par ailleurs la célèbre seizième « loi d'Augustine », théorisée précisément par un industriel américain de l'aéronautique passé au Pentagone il y a près de 50 ans, selon laquelle le prix d'un avion de combat augmente à chaque génération sur une échelle logarithmique.

En réalité, les « lois d'Augustine » sont un recueil de citations plaisantes sans prétention scientifique mais dont l'humour permet de faire passer des messages beaucoup plus sérieux. Quoi qu'il en soit, nul ne conteste qu'au contraire des produits de grande consommation dont le prix unitaire baisse avec le temps, celui de l'armement ne fait qu'augmenter (5) du fait des innovations introduites en permanence dans les nouvelles versions, mais aussi de l'absence de marché concurrentiel : les équipements réputés les plus performants sont toujours produits par un industriel en position de monopole.

On ne fera pas l'injure à nos lecteurs de rappeler que la mission principale de la présidence de la BCE, pour ne pas dire la seule (parce que la réalité est plus complexe que les simples statuts) est de contenir l'inflation dans la zone euro. Or appeler à la concentration du « marché » au détriment des fournisseurs européens ne fait que conforter la position oligopolistique des industriels américains de l'armement. Et donc favoriser l'inflation. Car les éventuelles économies d'échelle permises par l'augmentation des commandes sont entièrement captées par l'industriel sans redistribution au client export, puisque les prix FMS sont entièrement administrés.

Dépendance européenne aux États-Unis

Dans son palmarès annuel des cent premiers industriels de l'armement, dont la version 2024 vient d'être publiée (6), le SIPRI rappelle combien l'industrie mondiale de l'équipement militaire est toujours plus dominée par les fournisseurs américains, avec 41 groupes classés dans les cent premiers mondiaux, les cinq dominants restant accrochés à leur podium, année après année (7). De leur côté, les industriels européens décrochent dans un contexte d'augmentation généralisées des dépenses militaires : il n'y a plus un seul groupe de défense d'Europe continentale dans le « top 10 » alors qu'ils étaient trois en 2018 (Airbus, Leonardo et Thales). Le chiffre d'affaires cumulé de 133 milliards d'euros réalisé en 2023 par les 27 groupes européens classés dans le « top 100 » reste largement inférieur à celui des trois premiers mondiaux et... aux excédents commerciaux européens réalisés aux États-Unis la même année.

La dépendance européenne aux États-Unis ne cesse d'augmenter, comme l'ont constaté les députés Jean-Louis Thiériot et Jean-Charles Larsonneur dans leur rapport 8 de mai 2024 : « selon le SIPRI, les importations européennes d'armements entre 2019 et 2023 ont augmenté de 94 % par rapport à la période 2014-2018 » ; autant dire qu'elles ont été multipliées par deux en dix ans. Et « parmi ces importations, plus de 55 % proviennent des États-Unis, contre 35 % entre 2014 et 2018 » (9). La part des États-Unis dans le total des importations d'armements est même de 99 % aux Pays-Bas, 95 % en l'Italie, 89 % au Royaume-Uni (effet F35 dans les trois cas), 89 % en Norvège, 71 % en Roumanie (qui vient d'annoncer vouloir acheter le F35 à son tour) et « seulement » 63 % en Allemagne. Pour la France, cette part est tout de même de 20 % en raison de trous capacitaires, essentiellement dans le domaine aéronautique.

Contraire aux intérêts de son pays

D'un autre côté, la déclaration incongrue de Mme Lagarde, publiée concomitamment à l'entrée en fonction de la Commission von der Leyen II, tombe au plus mauvais moment. La nouvelle Commission européenne, déjà soutenue au Parlement par la plus faible majorité depuis 30 ans, a en effet voulu inscrire dans ses nouvelles priorités la défense en général et le soutien à l'industrie de défense européenne en particulier (10).

Certes, la BCE est une institution indépendante de la gouvernance de l'UE. Mais se désolidariser ainsi de la communication institutionnelle de l'UE a quelque chose d'insolite, et à vrai dire, d'incompréhensible. Manifestement, les ambitions de l'UE en matière de défense sont si peu crédibles que même les dirigeants d'institutions européennes n'hésitent pas à déclarer publiquement qu'ils n'y croient pas.

Par ailleurs, on voudrait hystériser le débat entre « mondialistes » et « nationalistes » qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Sur le fond comme sur la forme, ce type de déclaration apparaît tout à fait inappropriée, pour ne pas dire irresponsable, dans la crise politique que traversent plusieurs pays européens, à commencer par la France et l'Allemagne. C'est plutôt de la recherche d'un consensus dont l'époque a besoin plutôt que de boutefeux.

En outre, il n'est manifestement pas venu à l'idée de Mme Lagarde que l'industrie d'armement pouvait servir à autre chose qu'à gagner de l'argent, par exemple à défendre les Européens (à commencer par ses actionnaires baltes) en ces temps de tensions avec la Russie. Non, non, les Américains sont là pour ça ! C'est justement un peu le problème du retour au pouvoir de M. Trump...

Quant à rappeler à Mme Lagarde, qui fut autrefois membre du gouvernement de la France, que ce type de déclaration est totalement contraire aux intérêts de son pays, on peut se risquer à affirmer que cela n'atteindra pas ses oreilles.

Cela illustre combien le « parti Gibelin » de la soumission à l'empire dominant est, historiquement (11), inapte à diriger notre pays. Le problème est que le « parti » adverse ayant historiquement vocation à gouverner la France est aujourd'hui disséminé dans tout le spectre politique et n'est plus incarné dans une personnalité reconnue. C'est pourtant la seule solution pour sortir par le haut la Ve République de la crise de régime.

Source : La Tribune

NOTES

(1) « Buy American to avoid Trump trade war », https://www.ft.com/content/24d5d526-b970-4e53-a262-9a678319ce23
(2) https://eda.europa.eu/docs/default-source/documents/card-report-2024.pdf
(3) Europe's Defence Procurement since 2022: a Reassessment (par Ben Schreer, directeur exécutif, IISS)
(4) The Impact of the War in Ukraine on the European Defence Market (par Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'IRIS)
(5) https://meta-defense.fr/2024/05/16/equipements-de-defense-hausse-prix/
(6) World's top arms producers see revenues rise on the back of wars and regional tensions | SIPRI
(7) « Since 2018, the top five companies in the Top 100 have all been based in the USA. » Il s'agit, dans l'ordre, de Lockheed-Martin, RTX, Nortrop-Grumman, Boeing et General Dynamics : The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies, 2023
(8) https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_def/l16b2625_rapport-information#
(9) https://www.challenges.fr/entreprise/defense/dassault-airbus-thales-mbda-les-geants-europeens-de-la-defense-risquent-ils-le-declassement_913341
(10) Cf. Un commissaire européen à la défense ? Pour ne surtout rien faire (latribune.fr) ethttps://www.latribune.fr/opinions/edip-un-poison-potentiellement-mortel-pour-les-interets-francais-en-matiere-de-defense-1012141.html
(11) Cf. nos précédentes chroniques https://www.latribune.fr/opinions/pour-defendre-l-europe-on-ne-change-pas-de-monture-au-milieu-du-gue-998424.html et https://www.latribune.fr/opinions/pays-deboussole-cherche-personnalite-de-gauche-pour-incarner-sa-souverainete-1007963.html

AU MENU DE LA VISITE DES MINISTRES SAOUDIENS EN ÉGYPTE

Les secteurs pharmaceutique et alimentaire

Le renforcement des liens pharmaceutiques a été au centre d'une visite en Égypte de ministres saoudiens de premier plan, les deux pays cherchant à renforcer leur coopération industrielle et à explorer les opportunités d'investissement.

Le ministre de l'Industrie du Royaume, Bandar Alkhorayef, s'est rendu dans ce pays d'Afrique du Nord le 15 décembre, avec pour objectif de renforcer la collaboration dans les secteurs industriel et minier, mais aussi d'identifier des opportunités mutuelles dans des domaines tels que l'alimentation et les produits pharmaceutiques, selon un communiqué.

Il était accompagné du vice-ministre Khalil bin Salamah, du directeur général de la Saudi Export-Import Bank, Saad Al-Khalb, et du directeur général de la Saudi Export Development Authority, Abdulrahman bin Sulaiman Al-Thukair.

Au cours de cette visite, M. Alkhorayef a rencontré de hauts fonctionnaires égyptiens et d'importants dirigeants du secteur privé pour leur présenter l'environnement compétitif de l'Arabie saoudite en matière d'investissement, les incitations offertes aux investisseurs et les priorités industrielles stratégiques, a rapporté l'agence de presse saoudienne (Saudi Press Agency).

Cette visite officielle a pour objectif de renforcer le partenariat stratégique entre les deux pays. En 2023, les exportations non pétrolières de l'Arabie saoudite vers l'Égypte s'élevaient à 9,9 milliards de SR (2,6 milliards de dollars), tandis que les importations non pétrolières en provenance d'Égypte s'élevaient à 9,6 milliards de SR.

La visite de l'usine « Beyti » d'Almarai, dans le gouvernorat de Beheira, a été l'un des moments forts du voyage. M. Alkhorayef a pu examiner le rôle de l'entreprise dans le développement des communautés locales et la localisation de la chaîne d'approvisionnement. Il a également visité plusieurs installations pharmaceutiques afin de se faire une idée de l'expertise égyptienne en matière de fabrication.

M. Bin Salamah a eu des entretiens bilatéraux avec Mohamed Zaki El-Sewedy, président de la Fédération des industries égyptiennes. Les discussions ont porté sur l'encouragement du secteur privé à profiter des opportunités d'investissement industriel disponibles dans les deux pays.

Le vice-ministre a également rencontré des dirigeants de grandes entreprises pharmaceutiques, dont Minapharm, pour discuter de la localisation des industries médicales en Arabie saoudite et explorer les possibilités de collaboration dans le domaine de la fabrication de produits biopharmaceutiques.

Il a aussi rencontré des responsables d'Eva Pharma pour discuter des possibilités de production de médicaments génériques et de vaccins vétérinaires.

Il a aussi échangé avec le président de Medical Union Pharma à propos de l'intégration des ingrédients pharmaceutiques actifs sur le marché saoudien, en mettant l'accent sur les composants chimiques et biologiques.

Par ailleurs, Bin Salamah a rencontré le président de la British Egyptian Co. for General Development, également connue sous le nom de Galina, afin d'explorer les possibilités d'investissement en Arabie saoudite et de discuter de la croissance du commerce des fruits et légumes surgelés et emballés.

La réunion a également mis l'accent sur l'utilisation des technologies de l'industrie 4.0 pour stimuler la productivité dans les secteurs industriels des deux pays.

Wafa Assurance et Axa en lice pour racheter Delta Insurance

Avec une population de plus de 120 millions d'habitants et un taux de pénétration de l'assurance estimé à 1%, l'Egypte offre un énorme potentiel de croissance pour les acteurs étrangers expérimentés.

Le groupe marocain Wafa Assurance et son homologue français Axa Assurance ont présenté des offres d'achat non contraignantes de la majorité du capital de la compagnie égyptienne Delta Insurance, selon un avis publié le lundi 9 décembre par la Bourse du Caire.

A travers sa filiale égyptienne Axa Investment Egypt, l'assureur français prévoit d'acquérir un minimum de 75% du capital de Delta Insurance, tandis que Wafa Assurance cherche à s'offrir au moins 51% des actions de la société cotée sur l'Egyptian Exchange par l'intermédiaire de sa filiale locale Wafa Life Insurance Egypt, a-t-on précisé de même source.

Conformément à la réglementation en vigueur en Egypte, les acquéreurs devront présenter prochainement des offres d'achat fermes. Dans ce cadre, ils ont déjà demandé aux autorités de régulation de mener une due diligence, une pratique spécifique dans le processus d'acquisition qui consiste à évaluer les aspects financiers, juridiques, opérationnels et stratégiques de l'entreprise avant son rachat.

Détenue à hauteur de 63,39% par l'Egyptian Kuwaiti Holding (EKH), une holding d'investissement contrôlée par des hommes d'affaires égyptiens et koweïtiens de premier plan, Delta Insurance commercialise des produits d'assurance et de réassurance dans les segments vie et non-vie.

Le groupe Axa est présent en Egypte depuis 2015, dans la foulée de l'acquisition de 100% de Commercial International Life Insurance Company (CIL), une entreprise leader dans les banches vie, épargne et retraite.

Wafa Assurance a, quant à lui, entamé ses activités dans le pays le plus peuplé du monde arabe en 2021, avec l'ouverture d'une filiale spécialisée dans l'assurance vie.

Avec une population de plus de 120 millions d'habitants et 4% du total des primes d'assurance émises en Afrique en 2023, l'Egypte représente une opportunité de croissance majeure pour les grands acteurs étrangers du secteur.

TUNISIE

Excédent de la balance alimentaire de 1347 MD à fin novembre 2024

Au cours des onze premiers mois de 2024, la balance commerciale alimentaire a enregistré un excédent de 1347millions de dinars (MD), contre un déficit de 719,2 MD durant le même période de l'année précédente, a indiqué l'Observatoire national de l'agriculture (ONAGRI) dans son bulletin mensuel.

Le taux de couverture est de l'ordre de 121,3% à fin novembre 2024, contre 89,5% à fin novembre 2023. En termes de valeur, les exportations alimentaires ont enregistré une hausse de 25,6%, pour s'établir à 7685,6 MD, alors que les importations ont baissé de 7,3%, pour atteindre 6338,6 MD.

L'excédent enregistré est essentiellement le résultat de la hausse des exportations de l'huile d'olive (+45,2%) et des dattes (+27,5%) d'une part et de la régression des importations du sucre (-27,5%) et des céréales (-16,5%), d'autre part .

Augmentation de 25,6% des exportations alimentaires

Les exportations alimentaires ont augmenté de 25,6% pour s'établir à 7685,6 MD, représentant 13,5% du total des exportations.

S'agissant des exportations de l'huile d'olive, elles se sont élevées, au cours des 11 premiers mois de l'année 2024, à 4456,2 MD, avec une part de 58% par rapport aux exportations alimentaires, contre 3068 MD jusqu'à fin novembre 2023, avec une part de 50,1%.

Le prix moyen à l'exportation de l'huile d'olive a atteint 26,06 dinars/kg, enregistrant une croissance de 46,1% par rapport à l'année précédente.

Cette hausse des prix à l'exportation a également concerné les agrumes (23,7%), les produits de la pêche (7,4%), et les dattes (2,8%), par rapport à la même période de l'année précédente.

Baisse de 7,3% des importations alimentaires

Les importations alimentaires ont baissé de 7,3% pour atteindre 6338,6MD, représentant 8,6% du total des importations.

La valeur des importations des céréales sont de l'ordre de 3054,1 MD, à fin novembre 2024, enregistrant une régression de 16,5% par rapport à fin novembre 2023.

La part de ces importations est de 48,2% du total des importations alimentaires enregistrées à fin novembre 2024 contre 53,5 % au cours de la même période de l'année précédente.

L'ONAGRI a précisé que ces achats ont été consacrés principalement à l'achat du blé, dont la valeur a atteint 1869,8 MD, représentant 61,2% des importations des céréales. Les prix à l'importation des produits céréaliers ont enregistré une baisse variant entre 15% et 23%. Il s'agit d'une baisse des prix à l'importation du blé dur (-15,3%), du blé tendre (-19,4%), de l'orge (-23%) et du maïs (-21,5%).

Il en est de même pour le prix des huiles végétales (-13%) et du lait et dérivés (-2,9%) contre une hausse de (+4%) pour le sucre.

Le déficit de La balance commerciale globale du pays est déficitaire, à fin novembre 2024, de 16764,5 MD, contre un déficit de 16539,2 MD, à fin novembre 2023, soit une hausse de 1,4%. L'excédent de la balance commerciale alimentaire a contribué à alléger le déficit de la balance commerciale globale de 8,0%.

Le total des importations s'est établi à fin novembre 2024 à 73821, 4 MD. Les deux groupes de produits celui de l'énergie et celui des matières premières et demi-produits ont représenté ensemble 51,6% des importations totales du pays. Les importations alimentaires ont représenté 8,6% des importations totales.

En contrepartie, le total des exportations a atteint 57056,9 MD à fin novembre 2024. Les exportations alimentaires ont représenté 13,5% des exportations totales.

BURKINA FASO

Une unité de transformation de tomate de 9 millions $ lancée à Yako

En Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est le 5ème importateur de purée de tomate derrière le Ghana, le Nigeria, le Togo et le Bénin. Le pays qui souhaite réduire ses achats, accélère dans la réalisation de projets d'investissement pour la transformation locale.

Au Burkina Faso, le président Ibrahim Traoré a inauguré le lundi 16 décembre une unité de transformation de tomate basée à Pognongo dans le département de Yako. D'un coût total de 5,6 milliards de francs CFA (8,9 millions $), l'unité dénommée Société Faso Tomates (SOFATO) est mise en œuvre par la Société coopérative avec Conseil d'administration « Bâtir l'avenir » (SCOOP-CA/BA).

Selon les informations relayées par les médias locaux, cette nouvelle infrastructure est dotée d'une capacité de traitement de 5 tonnes par heure de tomate pour la fabrication de produits dérivés.

D'après Aziz Nignan, président du Conseil d'administration de la SCOOP-CA/BA, la SOFATO ambitionne de générer un chiffre d'affaires de 7 milliards FCFA (11,2 millions $) pour sa première année d'activité avec un démarrage de la commercialisation de sa production prévu en janvier 2025.

L'entrée en service de cette unité devrait permettre de renforcer la capacité de transformation de tomate dans le pays et de réduire progressivement sa dépendance aux importations de purée de tomate. Il faut rappeler que le président Ibrahim Traoré avait déjà lancé le samedi 30 novembre dernier, une unité de transformation basée à Bobo-Dioulasso, d'une capacité de traitement de 6 tonnes par heure du légume pour la production de concentré.

Plus largement, ces derniers investissements devraient également stimuler la production locale de tomate qui est déjà l'une des plus importantes en Afrique de l'Ouest, pour approvisionner les unités.

D'après les données de la FAO, la récolte de tomate a atteint plus de 313 500 tonnes au Burkina Faso en 2022, ce qui en fait le 4ème pays producteur de la sous-région derrière le Nigeria, le Ghana et le Niger.

L'organisation onusienne indique aussi que le pays des hommes intègres a importé 23 600 tonnes de purée de tomate, d'une valeur évaluée à plus de 8 millions $ cette même année.

CÔTE D'IVOIRE

Plus de 22 millions $ pour la transformation de la mangue

En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire est le principal exportateur de mangues et le 3ème producteur de la sous-région après le Nigéria et la Guinée. Le gouvernement souhaite attirer davantage d'investissements dans le secteur de la transformation qui peine à se développer.

En Côte d'Ivoire, le Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADFA) cherche à mobiliser 14 milliards de francs CFA (22,5 millions $) auprès du secteur privé. L'annonce a été faite lors d'un atelier national organisé le mardi 10 décembre par le PADFA.

Selon les informations relayées par l'Agence ivoirienne de presse (AIP), cette enveloppe est prévue pour financer la construction d'une unité agro-industrielle dédiée à la transformation de mangues, dans le nord du pays. Pour l'heure, la capacité de production et l'emplacement exact de l'installation n'ont pas encore été révélés.

D'après Edja Messou, coordonnateur du PADFA, l'initiative devrait contribuer à améliorer la création de valeur ajoutée à travers le renforcement de la capacité de transformation au sein d'une industrie locale encore embryonnaire. Selon les données officielles, moins de 2 % de la récolte de mangues, évaluée à 150 000 tonnes par an, est transformée en Côte d'Ivoire.

Il convient de noter que les principales activités de transformation du fruit dans le pays, concernent la production de jus de fruits et de mangues séchées.

Pour l'heure, les recettes obtenues dans la filière mangue proviennent principalement des exportations de fruits frais. En 2023, les données compilées par la Direction générale des douanes, indiquent que le pays a expédié 49 544 tonnes de mangues, d'une valeur de plus de 17 milliards de francs CFA (27,3 millions $), sur le marché international.

Par ailleurs, le PADFA estime que l'augmentation du niveau de transformation des mangues devrait également contribuer à la réduction des pertes post-récolte, qui concernent jusqu'à 40 % de la production ivoirienne de mangues chaque année, selon les données officielles.

NIGERIA

WATT Renewable obtient 15 millions $ pour déployer ses solutions solaires

Actif dans le solaire hors-réseau, WATT Renewable a récemment été choisi par la société de services de télécommunications Airtel pour lui fournir plus de 32 MW de capacité installée de solaire et de stockage au Nigeria.

Le fonds d'investissement axé sur les solutions énergétiques durables AFRIGREEN, a conclu un accord de financement global de 15 millions USD avec plusieurs sociétés de projets appartenant à Watt Renewable Corporation, un fournisseur indépendant de solutions solaires hybrides au Nigeria.

Les fonds serviront à financer des centrales solaires hybrides qui seront construites et exploitées par WATT pour desservir des clients commerciaux et industriels au Nigeria, en particulier dans les secteurs des télécommunications et des services financiers. Les solutions solaires WATT leur permettront de réduire les coûts de l'électricité en diminuant leur consommation de diesel, et en même temps de réduire leurs émissions de CO2, s'inscrivant ainsi dans la durabilité et contribuant aux objectifs nationaux de transition énergétique.

« Nous sommes ravis de nous associer à AFRIGREEN dans le cadre de ce projet transformateur visant à développer des solutions énergétiques fiables et durables. Ce soutien nous permet d'accélérer notre mission commune qui consiste à fournir de l'énergie solaire hybride aux entreprises, à réduire les émissions de carbone et à soutenir la croissance économique tout en renforçant la sécurité énergétique de nos clients » a commenté Oluwole Eweje, DG de WATT.

Au Nigeria, les technologies solaires décentralisées se présentent comme l'une des meilleures options pour le secteur commercial et industriel qui fait face à un défi de fiabilité et de coût élevé de l'approvisionnement électrique, dû à la dépendance au réseau national et à l'utilisation de générateurs diesel. En passant au solaire, les entreprises de ces secteurs s'assurent une énergie fiable et à coût moindre, tout en réduisant leur empreinte carbone.

CÔTE D'IVOIRE

Le projet d'exploitation souterraine d'or se précise à Séguéla

Mise en service en 2023, Séguéla est une mine à ciel ouvert située à Worodougou à 500 km d'Abidjan. Sa capacité de production annuelle actuellement estimée à 133 000 onces en moyenne, et sa durée de vie de 7 ans ne tiennent pas compte des ressources minérales souterraines de la mine.

Fortuna Mining prévoit d'achever au premier semestre 2025 un programme de forage de 12 000 mètres au gisement Sunbird, situé sur sa mine d'or Séguéla en Côte d'Ivoire. Ces travaux déboucheront sur des études visant à évaluer le potentiel du gisement pour une exploitation souterraine, selon un communiqué publié lundi 16 décembre par la compagnie canadienne.

Les forages menés depuis deux ans ont déjà pu mettre en évidence 404 000 onces de ressources minérales indiquées et inférées au niveau de l'extension souterraine du gisement Sunbird. L'objectif des études annoncées est donc d'évaluer si la croissance des ressources souterraines du gisement, combinée au potentiel non négligeable des extensions souterraines d'autres gisements (Koula, Ancien), peut soutenir une exploitation souterraine à Séguéla. Le plan minier de Séguéla conçue comme une mine à ciel ouvert, ne prévoit pas de méthodes d'exploitation souterraine, et l'ajout de gisements souterrains pourrait donc prolonger la durée de vie de la mine ou augmenter sa capacité de production.

Entrée en production en mai 2023, Séguéla peut livrer annuellement 133 000 onces en moyenne au cours des six premières années d'exploitation. La mine a une durée de vie de sept ans, sur la base des réserves de minerai au 31 octobre 2024. Alors que la Côte d'Ivoire veut doubler sa production d'or dans les cinq prochaines années, le recours à de nouveaux gisements, comme les ressources souterraines de Séguéla, pourrait y contribuer. En 2023, la production ivoirienne d'or a atteint 51 tonnes.

CAC40

Tendance stable avant de nombreux indicateurs

La Bourse de Paris débute la séance proche de l'équilibre avant la publication de données sur les ventes au détail aux Etats-Unis, qui paraîtront alors que la Fed doit ouvrir dans la journée sa dernière réunion de l'année. L'indice CAC40 reste proche des 7360 points.

Le marché parisien avait conclu la séance de lundi sur un repli de 0,7% à 7357 points, pénalisé à la fois par la décision de Moody's de dégrader la note souveraine de la France et par des PMI ayant confirmé la morosité de la conjoncture en Europe.
Bien que le CAC se soit remis dans de meilleurs rails depuis son creux du 27 novembre dernier, il est loin d'être certain que l'indice vedette connaisse une fin d'année très positive, préviennent les professionnels.
De leur point de vue, l'instabilité politique qui a caractérisé l'Hexagone ces derniers mois est en effet appelée à se poursuivre jusqu'en 2025.
'Malgré les niveaux de valorisation attrayants du CAC 40 (PER autour de 12-13), nous doutons qu'un rattrapage puisse avoir lieu dans les semaines, voire les mois à venir', juge Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. 'Le CAC 40 est certes fortement internationalisé, avec des entreprises comme Schneider, Sanofi et Hermès qui réalisent plus de 75% de leurs activités en dehors de l'Europe', souligne-t-il.
'Mais il n'est clairement pas immunisé face au risque politique français', ajoute l'analyste.
'Résultat: l'indice parisien affiche sa pire performance annuelle depuis une décennie, avec un écart de 10% par rapport au STOXX Europe 600', conclut le stratège de Pictet.
Le CAC 40 accuse depuis le début de l'année un repli de l'ordre de 2,5%, alors que l'indice paneuropéen gagne à ce stade 7,8% sur l'exercice 2024.
Une nouvelle salve d'indicateurs économiques devrait venir animer les échanges dans la matinée, à commencer par les indices Ifo et ZEW en Allemagne, qui ne devraient pas réserver beaucoup de bonnes surprises.
Les investisseurs attendent également les données sur les ventes au détail aux Etats-Unis pour jauger de l'évolution de la conjoncture Outre-Atlantique.
Outre les ventes de détail, les chiffres de la production industrielles et des stocks des entreprises sont également attendus dans la journée aux Etats-Unis.
La réunion du comité de politique monétaire de la Fed débute par ailleurs aujourd'hui et se terminera demain par une conférence de presse de son président Jerome Powell.
Un assouplissement d'un quart de point est presque totalement intégré et les investisseurs suivront surtout les commentaires que fera le patron de la Réserve fédérale sur le rythme des baisses à venir.

HSBC prévoit que l'indice S&P 500 atteindra 6 700 d'ici à la fin de l'année 2025

La banque prévoit que l'indice S&P 500 atteindra 6 700 d'ici à la fin de l'année 2025
La société de courtage HSBC a déclaré vendredi qu'elle s'attendait à ce que l'indice S&P 500 atteigne 6 700 d'ici à la fin de 2025, grâce à la forte croissance des bénéfices des entreprises et à la résilience de l'économie américaine. Les prévisions actuelles de la société de courtage impliquent une hausse d'environ 10,3 % par rapport à la dernière clôture de l'indice (6 075,11).
"Nous nous attendons à ce que les rendements des actions de l'année prochaine se concentrent sur la croissance des bénéfices alors que les valorisations sont plus tendues", ont écrit les analystes de HSBC sous la direction de Nicole Inui dans une note. "Dans l'ensemble, nous prévoyons une croissance des bénéfices de 9 %, compte tenu d'une économie américaine plus lente mais toujours résistante et d'une certaine expansion des marges.
L'indice de référence a connu un bon parcours cette année, ayant gagné près de 28 % jusqu'à présent, largement stimulé par les "7 Magnifiques" sur le boom de l'intelligence artificielle.
Une toile de fond macroéconomique résistante, une croissance continue des bénéfices et un relâchement progressif de l'inflation ont également soutenu l'indice.
La séquence et le calendrier des changements de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, les niveaux d'inflation et les valorisations élevées seront des sujets clés pour le marché des actions à l'horizon 2025, a déclaré HSBC.
La société de courtage prévoit que la Fed réduira encore ses taux de 125 points de base d'ici à la fin de 2025, ce qui inclut une réduction de 25 points de base ce mois-ci.

ETATS UNIS

Wall Street termine en ordre dispersés, records pour le S&P 500 et le Nasdaq

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, le S&P 500 et le Nasdaq touchant des plus hauts de séance tandis que le Dow Jones a fini dans le rouge, pénalisé par la forte baisse enregistrée par UnitedHealth.
L'indice Dow Jones a cédé 0,28%, ou 123,19 points, à 44.642,52 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 15,16 points, soit 0,25% à 6.090,27 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 159,05 points, soit 0,81% à 19.859,774 points.
Si le Dow a fini en retrait, en raison notamment du net repli de 5,06% enregistré par UnitedHealth au surlendemain de l'assassinat de son directeur général, le S&P 500 et le Nasdaq ont terminé en hausse, portés des anticipations d'une nouvelle hausse du taux directeur de la Réserve fédérale.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 16 Décembre 2024
Valeur : 18 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.7018	133.7168
1	EUR	EURO	140.5206	140.5631
1	GBP	POUND STERLING	168.9007	168.9623
100	JPY	JAPANESE YEN	87.1135	87.1403
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3601	18.3626
1	CHF	SWISS FRANC	149.9740	150.0581
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.9907	94.0211
1	DKK	DANISH KRONE	18.8320	18.8357
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.1876	12.1931
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9785	11.9837
1	AED	UAE DIRHAM	36.3993	36.4073
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5779	35.5876
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.3788	434.7100
1	TND	TUNISIAN DINAR	41.9561	42.3778
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3758	13.3773
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2555	27.3954
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3594	3.3699
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.2896	175.2896

L'EUROPE RECULE À L'OUVERTURE

Prudence avant les banques centrales

Les principales Bourses européennes reculent mardi en début de séance, les marchés se préparant à de nombreuses annonces de politique monétaire dans les prochains jours.
À Paris, le CAC 40 se replie de 0,46% à 7.322,96 points vers 08h04 GMT. Le Dax à Francfort décline de 0,25%, tandis que le FTSE à Londres perd 0,73%, les investisseurs estimant que la croissance des salaires plus forte qu'attendu en octobre éloigne les baisses de taux de la Banque d'Angleterre.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 se replie de 0,61%, l'EuroStoxx 50 de 0,4% et le Stoxx 600 de 0,59%.
La Réserve fédérale annoncera aujourd'hui sa décision sur ses taux et devrait abaisser de 25 points de base ses taux directeurs, selon les marchés monétaires.
La banque centrale devrait toutefois garder un discours prudent, sinon restrictif, car l'économie américaine demeure résistante, tandis que l'inflation demeure persistante dans certains secteurs et que l'incertitude sur le programme économique du nouveau gouvernement demeure.
"Les 'dot plots' pourraient réviser la trajectoire des taux projetée pour 2025 et indiquer moins de réductions que prévu, reflétant les risques inflationnistes, y compris 'l?inflation Trump' potentielle induite par les nouveaux tarifs douaniers", écrit John Plassard, directeur chez Mirabaud.
La Banque du Japon et la Banque d'Angleterre devraient décider en revanche de laisser inchangés leurs taux, au cours de leurs réunions de jeudi.
Les marchés européens digèrent par ailleurs les indicateurs PMI médiocres publiés lundi.
Aux valeurs, Scor prend 1,4% à la faveur d'un relèvement de recommandation de Citigroup à "achat". Le courtier estime que le dividende et le rebond des revenus compensent les risques exogènes.
En tête du CAC 40, Airbus (+1,5%) profite pour sa part d'un relèvement de recommandation à l'achat de Deutsche Bank.

INDE

Le déficit commercial record aggrave les difficultés de la roupie

La roupie indienne pourrait tomber à son plus bas niveau historique mardi. La monnaie, déjà sous pression en raison du ralentissement de la croissance, de l'agitation des marchés boursiers et de la hausse du dollar, devra faire face à un creusement inattendu du déficit commercial, qui atteint un niveau record.
Le contrat à terme non livrable à un mois indique que la roupie ouvrira à 84,88-84,90 pour le dollar américain, contre 84,8625 lors de la session précédente. La roupie a atteint son plus bas niveau historique de 84,88 jeudi dernier.
Le bond des importations d'or et la faiblesse des exportations ont poussé le déficit commercial de l'Inde à un niveau record en novembre, selon les données publiées juste avant la clôture des heures de négociation sur le marché des changes de gré à gré lundi.
Les données sur le déficit commercial "renforcent l'opinion actuelle" selon laquelle la roupie continuera à s'affaiblir à un rythme modéré, a déclaré un cambiste d'une banque.
"Il est évident que le prochain niveau à surveiller est celui de 85, dont le dépassement est susceptible d'entraîner davantage d'activités de couverture.
Le déficit commercial de l'Inde s'est élevé à 37,84 milliards de dollars en novembre, contre 27,14 milliards de dollars le mois précédent, soit beaucoup plus que les 23,9 milliards de dollars prévus par les économistes interrogés par Reuters.

D'ICI 2040

Le Japon veut faire des énergies renouvelables sa première source d'énergie

Le Japon veut que les énergies renouvelables représentent sa première source d'énergie à l'horizon 2040 afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici au milieu du XXIe siècle, selon un projet dévoilé mardi par le gouvernement nippon.

Treize ans après la catastrophe de Fukushima, l'énergie nucléaire devrait également jouer un rôle majeur pour répondre à la demande croissante d'énergie en lien avec l'intelligence artificielle (IA) et la production de semi-conducteurs.
L'archipel nippon s'est déjà fixé pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.
Cette version préliminaire du nouveau plan énergétique stratégique du pays prévoit que les énergies renouvelables telles que le solaire et l'éolien devront fournir 40 à 50% de la production d'ici 2040.
Cela représenterait une nette augmentation par rapport au niveau de 23% de l'an dernier et à l'objectif de 38% publié précédemment pour 2030.
Le Japon, pauvre en ressources naturelles, "s'efforcera de maximiser l'utilisation des énergies renouvelables comme principale source d'énergie", indique le projet de plan, qui sera examiné par des experts avant d'être soumis à l'approbation du gouvernement.
Mais le pays vise également un mix énergétique qui ne dépend pas fortement d'une seule source, "dans la perspective d'assurer à la fois un approvisionnement stable en énergie et la décarbonisation", selon le plan.
En 2023, près de 70% des besoins en électricité du pays étaient couverts par des centrales thermiques.
D'ici à 2040, le gouvernement souhaite désormais que cette proportion tombe à 30 ou 40%. L'objectif précédemment annoncé pour 2030 était de 41%, ou de 42% si l'on inclut l'hydrogène et l'ammoniac.

Nucléaire

Tokyo prévoit une augmentation de 10 à 20% de la production d'électricité du pays d'ici à 2040, en comparaison avec 2023.
Le projet publié par l'agence nippone des ressources naturelles et de l'énergie n'inclut plus l'intention du pays de réduire "autant que possible" sa dépendance à l'énergie nucléaire, un objectif fixé après la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011.
Le gouvernement avait fermé toutes les centrales nucléaires de l'archipel après ce triple désastre (séisme, tsunami, accident nucléaire).
Mais il les a progressivement remises en service, en dépit de levées de boucliers dans certaines régions, dans le cadre de sa politique de réduction des émissions.
Il prévoit que tous ses réacteurs existants soient en service d'ici 2040, et éventuellement de nouveaux réacteurs.
L'atome représente environ 20% des besoins énergétiques du Japon selon les objectifs fixés pour 2040, soit à peu près le même niveau que l'objectif actuel pour 2030. Mais moins que les niveaux d'avant 2011, qui étaient d'environ 30%.
Cela représenterait plus du double des 8,5% de la production totale d'électricité que le nucléaire fournissait en 2023.
Le pays, comme de nombreux autres dans le monde, a connu des températures estivales record cette année.
Les préoccupations géopolitiques qui affectent l'approvisionnement en énergie, de la guerre en Ukraine à la situation au Moyen-Orient, sont une autre raison qui explique le passage aux énergies renouvelables et au nucléaire, selon le projet.

ETATS-UNIS

Malgré l'inflation, nouvelle baisse des taux en vue à la Fed

La Banque centrale américaine se réunit avec en ligne de mire une probable nouvelle baisse des taux. Mais de nombreux experts appellent Jerome Powell, président de la Fed, à rester prudent face à l'inflation persistante.
La Banque centrale américaine (Fed) se réunit mardi et mercredi prochain. Et, malgré le rebond de l'inflation, et le retour de Donald Trump - avec ses politiques qui pourraient faire encore grimper les prix - une baisse des taux reste attendue.
Baisse d'un quart de point, ou maintien des taux à leur niveau actuel de 4,50-4,75%? Une écrasante majorité des acteurs du marché table sur la première option, selon l'évaluation de CME Group. L'inflation est pourtant repartie à la hausse ces deux derniers mois, après avoir suivi une trajectoire encourageante vers l'objectif de 2% fixé par la Fed.
Mais le président de l'institution, Jerome Powell, « accueillera favorablement » ces données qui « suggèrent que l'inflation reste sur une trajectoire cahoteuse pour revenir à 2%, dans un contexte de forte croissance et d'équilibre du marché du travail », souligne Krishna Guha, économiste pour la société de conseil Evercore.
L'indice CPI des prix à la consommation - sur lequel sont indexés les retraites - a en effet rebondi en novembre à 2,7%. L'indice PCE, que la Fed veut ramener à 2%, sera publié le 20 décembre. Côté producteurs, les prix ont même grimpé en novembre au plus haut depuis près de deux ans, à cause notamment des conséquences de la grippe aviaire, selon l'indice PPI.
Environnement inflationniste
« Nous sommes encore loin de crier victoire dans la guerre contre l'inflation », a averti Diane Swonk, cheffe économiste pour KPMG, dans un entretien à l'AFP. Après une baisse des taux d'un demi-point de pourcentage en septembre, puis d'un quart de point en novembre, ces données inciteront la Fed à avancer à pas mesurés, pour éviter une nouvelle flambée des prix.

PORTUGAL

Un assainissement spectaculaire des finances publiques

Après huit ans de gouvernement socialiste, la coalition de centre droit Alliance démocratique a remporté les élections législatives anticipées. Ce revirement politique, dans un contexte d'absence de majorité absolue au Parlement, pourrait être source d'instabilité dans le pays. Néanmoins, l'assainissement profond des finances publiques réalisé durant le mandat d'António Costa, ainsi que la solidité des fondamentaux macroéconomiques, permettent au futur gouvernement de disposer d'une importante marge de manœuvre économique et budgétaire.
La croissance portugaise devrait rester largement supérieure à celle de la zone euro en 2024 (1,2% selon la Commission européenne, contre 0,7% pour la zone euro).
Un revirement politique source d'instabilité
La démission surprise en novembre dernier du Premier ministre portugais, António Costa, en raison d'un scandale de corruption et de trafic d'influence dans son cercle restreint, a contraint le président de la République à dissoudre le Parlement et à appeler à des élections générales anticipées, qui ont eu lieu le 10 mars 2024. Après huit ans de gouvernement socialiste, le parti de centre droit Alliance démocratique (AD) a obtenu le plus grand nombre de sièges au Parlement (80 sur un total de 230), et son chef de file, Luís Montenegro, a été nommé Premier ministre. Le Parti Socialiste (PS) est, quant à lui, arrivé en deuxième position, remportant 78 sièges. Enfin, le parti d'extrême droite Chega est devenu la troisième force politique du pays. Ayant réalisé une percée fulgurante avec une augmentation de 12 à 50 sièges au Parlement en deux ans, il est considéré comme le grand gagnant de ces élections.
Ces résultats ne permettront toutefois pas à Luís Montenegro de former un gouvernement disposant d'une majorité absolue au Parlement. Aucune alliance entre l'AD et Chega, ou le PS, n'étant pour le moment envisagée, le gouvernement se retrouvera très probablement minoritaire, avec des partis de l'opposition rejetant ses futurs projets de lois, ainsi que les votes de budget, comme c'est actuellement le cas en Espagne. Néanmoins, ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la démocratie portugaise qu'un gouvernement est en position minoritaire au Parlement[1] ; le PS et l'AD ont ainsi eu l'habitude de coopérer en cas d'absence de majorité absolue. Malgré le fait que le leader du PS ait insisté sur le fait que son parti s'opposera au vote du budget à l'automne, il apparaît dans le cadre actuel, que les deux partis aient un intérêt supplémentaire à coopérer : celui d'éviter des élections générales anticipées, qui pourraient donner à Chega une chance de plus d'augmenter son nombre de sièges.

VOITURES TROP CHÈRES

Et si le problème ne venait finalement plus des électriques ?

On a pris l'habitude de pointer du doigt les électriques comme les principales responsables de la flambée du prix moyen des voitures neuves depuis la sortie du Covid. Mais cette tendance serait en train de s'estomper.

Nul besoin d'être statisticien de renommée pour s'apercevoir que l'essor de la voiture électrique en Europe occidentale a fait grimper les prix moyens des voitures neuves. Nous ne parlerons évidemment pas de l'occasion puisque l'électrique subit le sort exact inverse avec une décote souvent importante, mais dans les catalogues des constructeurs, les véhicules à batterie ont tiré les tarifs vers le haut depuis 2020. Mais cette tendance peut-elle encore se vérifier en 2024 ? Il semblerait en fait que l'on ait atteint un pallier pour les électriques qui prennent désormais le chemin inverse : elles deviennent de moins en moins chères. Mais alors, pourquoi le tarif moyen ne baisse-t-il pas ?

Trop cher, le moteur thermique ?

Si l'Europe souhaite effectivement confirmer la fin du moteur à combustion en 2035, elle pourrait être aidée par la politique tarifaire des constructeurs qui font grimper inexorablement le prix des véhicule essence, diesel ou à hybridation légère. Paradoxal, quand on sait que la technologie est vieille de plus de cent ans et qu'elle n'évolue plus beaucoup sur le plan général (il y a toujours des pistons, des arbres à cames, des culasses, des injecteurs...). Mais la raison est peut-être à trouver ailleurs : les normes de dépollution toujours plus sévères complexifient grandement les mécaniques, devenant de ce fait plus coûteuses.

A ce rythme, si les modèles thermiques continuent de grimper, la régulation voulue par l'Europe ne se fera plus politiquement, mais par les prix ! L'analyste Jato cite quelques exemples : "En Allemagne, alors que les prix des véhicules électriques ont augmenté de 5,2 % entre 2019 et 2024, les prix des véhicules à moteur thermique ont augmenté de 26,1 %. En Espagne, les prix des véhicules électriques ont augmenté de 1,9 % tandis que ceux des véhicules à moteur thermique ont augmenté de 17,7 %. Au Royaume-Uni, les prix des véhicules électriques ont augmenté de 16,5 % et de 29,4 % pour ceux des véhicules à moteur thermique. En France, les prix des voitures électriques ont diminué de 6,4 % au cours de cette période, tandis que les prix des véhicules à moteur thermique ont augmenté de 10,4 %. La seule exception est l'Italie, où les augmentations de prix des véhicules électriques (31,5 %) ont dépassé celles observées pour les voitures à moteur thermique (18,4 %)."

Une impasse pour les constructeurs ?

Pourquoi la part des électriques ne parvient pas à décoller réellement depuis début 2023 alors que les prix baissent ? L'arrivée de nouveaux modèles plus populaires comme la Citroën C3, Renault 5 ou encore Volkswagen ID.2 pourraient permettre de franchir un cap mais cela ne lève pas complètement les doutes. L'incapacité pour de nombreux automobilistes d'avoir accès à une prise à domicile ou encore la quasi impossibilité de réparer l'élément central du véhicule qu'est la batterie (par manque de réparateurs, et par le blocage des constructeurs) freinent l'adoption, entre autres explications.

Le problème reste entier pour les constructeurs : comment faire adopter l'électromobilité dont les prix baissent effectivement à une majorité d'Européens qui ne peuvent ou ne veulent en acheter ? 2035 approche à grand pas, et la douche pourrait être froide pour certains si les volumes continuent de baisser (- 25 % par rapport à la période pré-Covid).

La hausse générale du prix des voitures thermiques pourrait donc être une vicieuse solution : forcer le client à acheter une électrique en le décourageant avec des prix très élevés sur les thermiques. Mais ce jeu reste dangereux : selon JATO, le prix moyen des véhicules neufs en France est d'un peu moins de 49 000 €, toute motorisation confondue (sans pondération par les ventes). Bien éloigné du budget moyen de l'acheteur qui tourne autour des 26 000 €. C'est peut-être là la raison du succès, année après année, d'une certaine Dacia Sandero...

MERCEDES CLASSE C

Voici le look et les évolutions techniques de la version restylée

Pilier de la gamme Mercedes, la Classe C passera prochainement par la case restylage. Voici ce qui attend la berline familiale premium.

La cinquième génération de la Mercedes Classe C qui traditionnellement dans l'arbre généalogique de la firme à l'étoile a un petit nom débutant par un « W », W206 en l'occurrence, est arrivée sur le marché au printemps 2021. Elle arrive donc gentiment à mi-vie sur le segment des berlines familiales premium thermiques où cela se bouscule au portillon.

Les acheteurs tentés par la nouveauté sont à même de céder aux sirènes de la nouvelle Audi A5 remplaçant l'Audi A4. Et dans une moindre mesure par la BMW Série 3 de septième génération (connue en interne sous le code G20) certes apparue antérieurement à la Classe C, c'était à l'automne 2018, mais qui est passée, en 2022, par la case restylage, modernisant sensiblement le véhicule.

Des étoiles plein les yeux pour la Classe C restylée !

Une double menace qui n'est pas prise à la légère chez Mercedes-Benz. Loin s'en faut, la marque de Stuttgart répliquera l'an prochain par le biais d'une opération cosmétique. Cette dernière greffera à la Classe C des projecteurs caractérisés par une signature lumineuse en étoile encadrant une imposante calandre chromée cernée de noir dont la mise en scène évoquera très clairement celle de sa grande sœur la Mercedes Classe E lancée en 2023.

Un motif assurant la filiation entre les différentes familles composant la gamme mais également une publicité gratuite permanente puisque les feux diurnes sont concernés. Un gimmick que l'on retrouvera également à l'arrière avec, là encore, des étoiles mais par paires afin de bien occuper chaque partie des feux.

L'hybridation légère optimisée

Néanmoins, la Classe C Mk5 phase 2 ne se contentera pas de si peu, la berline comme le break recevront également des modifications techniques sous la forme de mises à jour logicielles. Tandis que sur le plan mécanique des évolutions sont attendues afin de soigner l'empreinte carbone du modèle sur les variantes micro-hybridées du coeur de gamme.

La technologie étrennée par la nouvelle génération de Mercedes CLA pourrait être de la partie. A savoir, une boîte de vitesses automatique inédite compactée au maximum recelant deux embrayages, 8 rapports et embarquant également un moteur électrique d'une puissance de 27 ch pour une valeur de couple de 200 Nm.

Une aide bienvenue pour accroitre l'usage du véhicule en mode électrique et abaisser de facto les émissions de CO2. De leur côté, les versions hybrides rechargeables C 300e et C400e cumulant respectivement 204 et 129 ch ainsi que 252 et 129 ch en essence et 197 et 129 ch pour la Mercedes Classe C 300 d e Hybrid ne devraient pas voir leur fiche technique évoluer en profondeur.

Elles bénéficient toutes trois d'une confortable autonomie en mode électrique dépassant les 110 km.

LE HDMI 2.2 EN APPROCHE

Attendez-vous à changer vos câbles !

Dévoilé à demi-mot dans le cadre d'une invitation à la presse, l'HDMI 2.2 devrait être officialisée à l'occasion du CES 2025. Pas loin de 8 ans après l'introduction de l'HDMI 2.1, cette nouvelle norme est attendue au tournant et fait la promesse d'une évolution significative… pour laquelle il sera toutefois nécessaire de changer vos câbles !

Au cœur de bien des produits du quotidien, de nos consoles de jeux à nos téléviseurs et barres de son en passant par nos moniteurs et autres ordinateurs portables, l'HDMI est un incontournable ! La prochaine norme qui, en toute logique, devrait s'intituler HDMI 2.2, s'annonce comme une mise à niveau prometteuse pour l'industrie audiovisuelle comme pour le secteur du jeu-vidéo.

L'HDMI 2.2 sera dévoilé lors du CES 2025

8 ans en arrière, l'HDMI 2.1 avait déjà permis un saut technologique relativement important grâce à sa prise en charge de la 4K jusqu'à 144 Hz et de la 8K à 60 Hz, ainsi que ses compatibilités étendues avec le support du VRR — Variable Refresh Rate — de l'eARC, ou encore du support dynamique des images HDR, comme le propose Dolby Vision et HDR10+. Autant d'atouts qui ont permis de redéfinir les usages et de gagner en qualité, en performances et en polyvalence.
À en croire le mail de l'HDMI Forum transmis aux médias spécialisés, la prochaine norme HDMI devrait, elle aussi, s'afficher comme une évolution majeure pour les secteurs concernés. Voici ce que l'on peut y lire : « Le HDMI Forum annoncera une nouvelle version de la spécification HDMI. La nouvelle spécification avec la technologie HDMI de nouvelle génération et une bande passante plus élevée permet une variété de résolutions et de taux de rafraîchissement plus élevés et est prise en charge avec un nouveau câble HDMI. Les nouvelles technologies offrent aujourd'hui et demain des options de meilleure qualité aux producteurs de contenu tels que les studios de télévision, de cinéma et de jeux, tout en permettant de multiples plateformes de distribution ».
Débit, fréquence de rafraichissement, compatibilité : que pouvons-nous attendre de l'HDMI 2.2 ?
Comme vous pouvez le constater, l'HDMI Forum fait mention d'une bande passante plus élevée qui nécessitera de s'équiper avec de nouveaux câbles HDMI. Pour le moment, aucun matériel intégrant l'HDMI 2.2 n'a encore été annoncé, mais nul doute que les premiers produits à l'intégrer seront dévoilés au CES, à commencer par les conférences de nVidia et AMD, ils se murmurent d'ailleurs que les cartes graphiques RTX 5000 seraient compatibles avec l'HDMI 2.2.
L'augmentation de la bande passante HDMI, aujourd'hui limitée à 48 Gbps, devrait notamment permettre d'assurer la transmission de flux jusqu'à 8K à 120 Hz avec ou sans compression, ou encore de monter jusqu'à 240 Hz sans compression en 4K Ultra HD. Pour rappel, la norme HDMI 2.1 permet d'afficher des flux 8K à 30 Hz sans compression, et jusqu'à 60 Hz avec DSC — Display Stream Compression. Pour l'heure, il ne s'agit que de suppositions, car aucun détail technique n'a encore été dévoilé. On imagine malgré tout que l'HDMI Forum souhaite se montrer à hauteur de la VESA, l'organisme derrière le standard DisplayPort, une connectique qui dispose, avec sa dernière norme, d'une bande passante de 80 Gbps.

EN LEVANT 50 M$

Keepit veut accélérer la sauvegarde des données SaaS

La société danoise Keepit poursuit sa croissance en menant un tour de table de 50 M$ auprès de plusieurs investisseurs. Avec cette levée de fonds, le spécialiste de la sécurisation des données des apps SaaS va renforcer sa force commerciale, s'étendre à l'international et intensifier sa R&D.
Et de trois, Keepit a annoncé une nouvelle levée de fonds de 50 M$. L'opération a été menée par son investisseur historique One Peak (qui a des participations dans Lucca, Neo4J, Docplanner,…). Il a réussi aussi à séduire EIFO, le fonds danois d'exportation et d'investissement. Au total, la société a réuni 90 M$ au cours de quatre dernières années.
Fondé par Morten Felsvang (CEO) et Frederik Schouboe (Chief Visionary Officer) en 2007 à Copenhague, Keepit s'est réinventé en 2016 en se focalisant sur la sauvegarde des données des applications SaaS. En avril dernier, la société en supportait huit à savoir Office 365, Entra ID (anciennement Azure Active Directory), Power Platform, Dynamics 365 et Azure DevOps chez Microsoft ; Workspace chez Google ; Salesforce et enfin Zendesk. Elle prévoyait d'en avoir une centaine dans les prochains mois.

Renforcer la R&D, les ventes et l'international

Avec le dernier investissement, Keepit entend intensifier sa R&D pour développer des connecteurs et sauvegarder plus d'applications SaaS. Le marché est devenu très concurrentiel dans ce domaine avec des acteurs tels que Veeam, Rubrik, Microsoft, Salesforce (avec le récent rachat de Own) ou Hycu et Asigra. L'entreprise danoise se démarque par l'exploitation de quatorze datacenters. Hébergés dans sept pays (Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis, Royaume-Uni et Suisse) chez Equinix et Global Connect, ces derniers assurent que toutes les sauvegardes sont conservées indépendamment de l'endroit où résident les applications SaaS sources.
Sur la partie commercialisation, Keepit va se servir des 50 M$ levés pour recruter des forces de vente supplémentaires et étoffer son réseau de partenaires. Le volet international n'est pas oublié avec l'extension de ses positions aux Etats-Unis et en Europe. La société dispose d'une présence française emmenée par Sylvain Siou (Global VP GTM Technology) et Cyril VanAgt (VP Channel EMEA). « Nous sommes ravis de voir un soutien aussi fort de la part de nos investisseurs, qui comprennent notre mission et partagent notre vision pour l'avenir », a indiqué le CEO Morten Felsvang dans un communiqué.

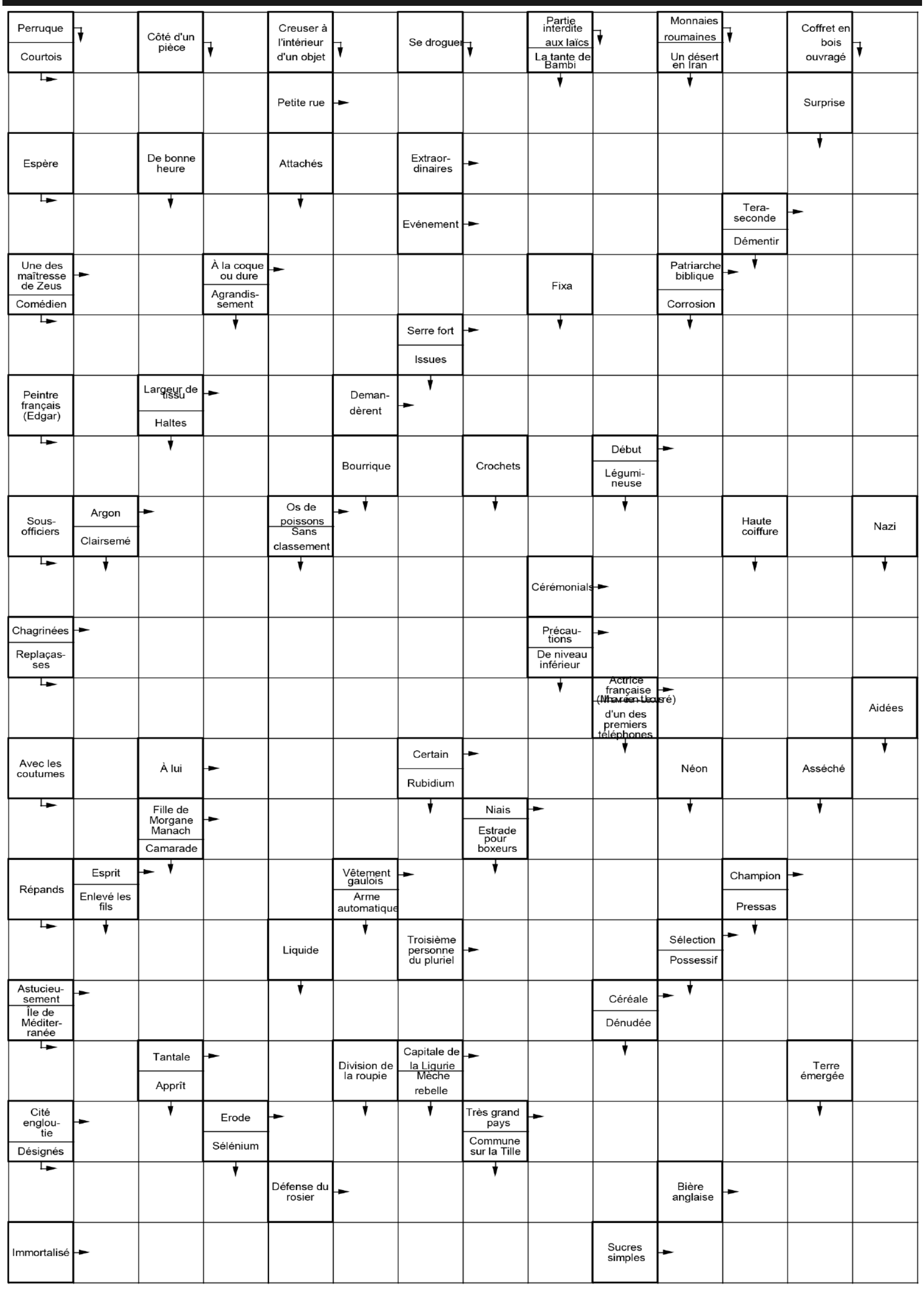
Vers une levée de fonds de 9,5 Md$ pour Databricks

En novembre, plusieurs sources rapportées par Bloomberg faisaient état d'une possible levée de fonds de Databricks avoisinant 5 Md$. Un montant qui pourrait finalement atteindre au moins 9,5 Md$. Plus les semaines passent et plus les sommes que pourraient lever le fournisseur spécialisé en data store Databricks s'envolent. Alors que plusieurs sources rapportées par Bloomberg faisait état d'une possible levée de 5 Md$, valorisant au passage l'éditeur à 55 Md$, cette fois c'est du côté de Reuters que les dernières langues se délient. Selon l'agence de presse, Databricks "est sur le point de conclure un accord qui pourrait devenir l'un des plus importants tours de financement de capital-risque de l'histoire." Ce tour de table, presque deux fois sursouscrit toujours selon Reuters, pourrait ainsi atteindre 9,5 Md$ lors de la finalisation de cette opération attendue la semaine prochaine. Voire plus encore, des sources ayant déclaré à l'agence que le montant final est susceptible d'augmenter encore.

La valorisation de Snowflake potentiellement dépassée

Ce tour de table devrait être mené par l'investisseur Thrive Capital avec l'appui d'autres actionnaires existants dont Andreessen Horowitz, Insight Partners et du fonds singapourien GIC. Outre ce financement direct, Databricks négocierait également une dette financière de 4,5 Md$ incluant un emprunt à terme de 2,5 Md$. Ce scénario de levée de fonds valoriserait désormais Databricks autour des 60 Md$ (une simple estimation), qui dépasserait au passage celle de son concurrent direct Snowflake, atteignant environ 56 Md$ (valorisation boursière). Comme l'a dernièrement rappelé Samuel Bonamigo, senior vice-président et directeur générale SMEA de Databricks, lors d'un dernier point presse, la société emploie près de 6 500 employés dans le monde et a bouclé 2024 sur un chiffre d'affaires de 2,4 Md$, dont la croissance a notablement été portée par l'Europe.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 18 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent en baisse à 73,37 dollars

Les cours du pétrole faiblissent mardi affectée par de nouvelles données sur l'économie chinoise. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février perdait 0,73% à 73,37 dollars, vers 11h15. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, tombait de 0,92% à 70,06 dollars. Selon des experts du marché, les résultats des données économiques chinoises ont eu un effet sur les cours de l'or noir, notamment celles portant sur les ventes de détail qui ont progressé de seulement 3% sur un an en novembre en Chine, premier importateur mondial de pétrole.

PROGRAMME VACCINALE

La couverture nationale a dépassé les 90%

Le directeur général de l'Institut national de santé publique, (INSP), le Professeur Abderrazak Bouamra, a affirmé que la couverture vaccinale des enfants au niveau national a dépassé les 90%.
Bouamra a indiqué que la campagne nationale, lancée par le ministèrede la Santé en faveur des enfants de moins de 6 ans, non vaccinés, vise à rattraper le retard.
Le professeur Bouamra a souligné que la vaccination joue un rôle crucial dans la protection des enfants contre des maladies graves pouvant entraîner la mort, comme la rougeole, la variole et le tétanos.
Il a souligné la coordination entre les ministères de la Santé et de l'Éducation nationale pour fournir de larges capacités dans toutes les wilayas du pays, dans le but d'améliorer la santé scolaire, en mettant l'accent sur la prévention.
Le directeur général de l'INSP a relevé que l'Algérie est l'un des rares pays à bénéficier d'une couverture sanitaire complète, grâce à la disponibilité de diverses structures de santé, telles que des cliniques et des hôpitaux dans toutes les communes du pays.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Plus de 25 morts et 1386 blessés en une semaine

Vingt-six personnes sont décédées et 1386 autres ont été blessées dans 1186 accidents de la circulation survenus durant la période du 8 au 14 décembre, dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oran où 3 personnes sont décédées et 50 autres ont été blessées, suite à 48 accidents de la circulation, précise la même source.
En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour l'extinction de 610 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (56), Tlemcen (35) et Oran (34).
D'autre part, la Protection civile a effectué 6512 interventions pour le sauvetage de 474 personnes en situation de danger, et exécuté 5596 opérations d'assistance.

PARTENARIAT

Renforcement des liens entre Sonelgaz et General Electric Vernova

Le président-directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, a effectué une visite de travail dans la ville d'Atlanta, aux États-Unis, les 16 et 17 décembre. Au cours de cette visite, il a rencontré plusieurs cadres dirigeants de l'entreprise General Electric Vernova pour renforcer le partenariat stratégique entre les deux parties.
Selon un communiqué de Sonelgaz, cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des hautes autorités algériennes visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures.
La réunion s'est tenue au siège de General Electric Vernova à Atlanta, en présence de plusieurs responsables clés des deux entreprises, et a porté sur le suivi du niveau de coopération entre les deux parties. De nombreux sujets relatifs aux projets communs entre Sonelgaz et General Electric Vernova ont été abordés, dans le but d'évaluer l'avancement des réalisations.
À cette occasion, le PDG de Sonelgaz a souligné l'importance de ce partenariat, insistant sur l'engagement du groupe envers une collaboration fondée sur le principe du gagnant-gagnant. Il a également exprimé sa satisfaction quant aux progrès significatifs réalisés dans l'exécution des divers projets, grâce à la résolution de plusieurs problèmes discutés lors de réunions précédentes tenues au siège de Sonelgaz.
De leur côté, les représentants de General Electric Vernova ont réaffirmé leur engagement à soutenir ce partenariat, saluant les compétences de Sonelgaz et sa capacité à surmonter les obstacles ayant freiné certains projets par le passé.
La réunion a également été consacrée à la discussion de plusieurs sujets stratégiques, notamment l'expansion de l'usine GEAT avec l'ajout de nouvelles lignes de production de transformateurs, destinés à la fois aux projets d'énergies renouvelables dans le cadre du programme des 15 000 mégawatts et à l'exportation. La fabrication de turbines à gaz d'une capacité de 50 à 100 mégawatts a également été évoquée.
À cet égard, le PDG de Sonelgaz a insisté sur l'importance de développer des programmes de formation dans le domaine des réseaux électriques et d'intensifier les efforts de transfert de savoir-faire.
En ce qui concerne les produits fabriqués par GEAT, il a exprimé les ambitions du groupe de se lancer dans l'exportation d'équipements afin de répondre aux besoins des marchés du Maghreb et de l'Afrique, ce qui ouvrirait des opportunités précieuses pour diversifier les sources de devises étrangères.
Il a également souligné la nécessité d'élaborer un plan commercial à plus grande échelle permettant aux deux partenaires d'élargir leur présence sur les marchés régionaux grâce à des produits fabriqués en Algérie.
Enfin, il a rappelé l'engagement de General Electric Vernova à transférer son expertise à la partie algérienne conformément aux conditions des contrats signés entre les deux parties.
Cette visite et la réunion qui l'a accompagnée constituent une étape importante dans le renforcement du partenariat stratégique entre Sonelgaz et General Electric Vernova dans le domaine de la fabrication des équipements énergétiques.

PROJETS STRATÉGIQUES DE SONATRACH

Hachichi chez l'Italien Tecnimont

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des projets stratégiques du groupe Sonatrach, le PDG, Rachid Hachichi, et sa délégation ont effectué une visite d'inspection en Italie pour constater l'état d'avancement des travaux des projets confiés aux entreprises italiennes, à leur tête Tecnimont.
La visite, indique un communiqué de la compagnie nationale, a notamment porté sur le projet d'installations de renforcement du gisement de Hassi R'mel – phase III – deuxième étape, dont la construction a été officiellement lancée le premier mois de ce mois.
Au cours de cette visite, M. Rachid Hachichi a tenu une réunion technique de haut niveau avec le PDG de Technimont, M. Alessandro Bernini, au siège de la société à Milan, en présence de la délégation accompagnante et des équipes technique et commerciale de Technimont.
La réunion, précise la même source, a été marquée par un exposé détaillé sur la gestion du projet et les aspects prospectifs y afférents, mettant l'accent sur l'importance de la livraison du projet dans les délais contractuels compte tenu de ses dimensions stratégiques en matière de soutien des capacités de production de gaz de Sonatrach.
A l'issue de la réunion, la délégation de Sonatrach a rendu visite à l'équipe chargée de la gestion du projet où elle a échangé avec ses membres et écouté leurs avis sur le déroulement des travaux. Le Président-Directeur général a souligné « la nécessité de respecter les délais et d'assurer la plus haute qualité d'exécution ».
La visite a également porté sur le suivi du projet de construction d'un complexe pétrochimique pour la production de Linéaire Alkyl Benzène (LAB), un matériau essentiel dans la fabrication des produits de nettoyage et des détergents industriels. Le projet, d'une valeur de 1,05 milliard de dollars, a été confié à Technimont. Le complexe devrait produire 100.000 tonnes par an de LAB contribuant ainsi à couvrir le marché national et à exporter l'excédent à partir de fin 2027.
En outre, la délégation de Sonatrach a reçu un exposé sur l'état d'avancement du projet de construction du complexe d'extraction de GPL à Rhourd El baguel. Le projet a atteint un taux de réalisation de 70 % et devrait être réceptionné au cours du premier semestre 2025. Ces visites et réunions, explique le communiqué, s'inscrivent dans le cadre du souci de Sonatrach de superviser directement la mise en œuvre de ses projets stratégiques et de s'assurer que les entrepreneurs respectent les normes de qualité et de livraison dans les délais contractuels fixés, compte tenu de l'importance de ces projets dans la réalisation des objectifs de développement de l'entreprise et le renforcement de sa position sur les marchés local et international.